

# VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

23 FÉVRIER 1965 — N° 31

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

## LA GUERRE AU VIETNAM

M. Couve de Murville, chef de la diplomatie française, en visite à Washington, vient d'exposer au Président Johnson la « thèse française » sur les problèmes du Sud-Vietnam. Certes, en l'occurrence, le gouvernement américain pourrait écouter le gouvernement français, vu sa longue expérience en matière de guerres coloniales... sans espoir.

Et, plus particulièrement, pourrait-il l'écouter à propos de l'Indochine. D'ailleurs, la position française — pacifiste — consiste à préparer une négociation en bombardant les routes soviétiques stratégiques du Nord-Vietnam. Ces bombardements auraient pour effet d'amener Hanoï à accepter un « arrangement ».

L'impérialisme français ne sait que se répéter : cette façon d'arrêter une guerre, c'est celle qu'il employa en 1954 quand, vaincu à Dien Bien Phu et à deux doigts d'être rejeté de toute l'Indochine, il a menacé le gouvernement vietminh d'une prolongation indéfinie de la guerre en envoyant là-bas les 4 ou 500.000 hommes du contingent. Le gouvernement Ho Chi-minh dut alors accepter la coupure en deux du Vietnam le long du 17<sup>e</sup> parallèle.

De Washington à Moscou, de Paris à Pékin, les propositions ne manquent pas pour « arranger la chose » et faire que les vingt années de guerre menées contre le peuple vietnamien (sans compter la colonisation elle-même !) ne troublent pas trop la puissance des Grands de ce monde.

Mais au Sud-Vietnam, tout un peuple se bat pour son indépendance. Et son indépendance a pris un aspect bien précis : le départ du sol vietnamien des forces américaines, le refus de tout gouvernement s'appuyant sur les États-Unis.

La guérilla qui s'est développée à partir de l'hiver 1959-60 a pris des proportions telles que toute la campagne est aux mains du Vietcong et que les gouvernements américains et américains ne tiennent que les villes... et les îles flottantes que sont les porte-avions de la VII<sup>e</sup> Flotte américaine qui croise dans la mer de Chine. Ce n'est pas le « Nord » qui s'infiltrer, c'est tout le Sud-Vietnam qui se soulève. Les U.S.A. ne sont pas même capables de trouver un gouvernement local et quatre généraux qui ne passent pas leur temps à s'ôter mu-

LIRE L'ARTICLE PAGE 2

## La C.G.T., la femme et

### la réduction de la semaine de travail

# Le parti communiste français et ses intellectuels

Décidément, un vent de révolte souffle sur les intellectuels du P.C.F. Après l'Union des Étudiants Communistes, voilà qu'il atteint même des hommes « d'âge mûr et raisonnables ». Dans une lettre adressée au Bureau politique, une centaine d'universitaires qui pour la plupart ne se distinguaient pas jusqu'à présent par leur esprit frondeur, viennent de demander l'ouverture d'une discussion sur les « problèmes réels » posés par la crise de l'U.E.C.

Si une telle démarche, parce qu'elle est la première du genre, peut surprendre, ce qui est en fait bien plus surprenant encore, c'est qu'il ait fallu attendre si longtemps pour voir des hommes dont c'est le métier, et dont ce devrait être l'honneur, faire preuve, oh bien timidement, d'un minimum d'indépendance de pensée.

Pour la presse bourgeoise, la servilité jusqu'à présent manifestée par ces intellectuels, comme l'absence totale de démocratie au sein du P.C.F., sont inhérentes à la nature « communiste » de celui-ci. Et Jacques Fauvet, par exemple, conclut, dans « Le Monde » du 18 février, son article « Les intellectuels et le parti » par cette phrase : « Pour qu'il se démocratise enfin, il faudrait sans doute que la démocratie ne soit pas ailleurs synonyme de désordre ; il faudrait peut-être aussi que le Parti communiste cesse lui-même d'être communiste. » Cette manière d'envisager le problème est d'ailleurs celle de l'appareil stalinien, mais elle ne correspond absolument pas à la réalité, car si le P.C.F. n'est pas démocratique, ce n'est pas pour rester communiste, mais au contraire pour pouvoir ne plus l'être, en paix.

L'attrait que le marxisme a exercé, et exercera encore, sur les intellectuels, est facile à expliquer. Lui seul permet d'échapper au carcan de l'étroite spécialisation qui est de plus en plus de règle, d'acquiescer une conception d'ensemble du monde intégrant la somme des connaissances humaines, de rattacher dans tous les domaines, et en premier lieu

sur le plan historique, la pratique à l'activité théorique. Le mouvement ouvrier fut longtemps riche d'une intense vie intellectuelle et cette vie n'était pas l'apanage des milieux réformistes et petits-bourgeois, bien au contraire. Les « révolutionnaires professionnels » du parti bolchévique n'étaient pas seulement capables d'organiser une grève ou une manifestation, c'étaient aussi des hommes ouverts à tous les problèmes de leur temps, qui essayaient d'apporter une réponse révolutionnaire à toutes les questions, et chaque problème important était l'objet d'une libre et ardente discussion.

« communistes » durent eux aussi s'aligner inconditionnellement sur les positions officiellement admises en Union Soviétique. Mais eux le firent librement.

Les écrivains furent mobilisés pour chanter les louanges du chef génial et de sa politique, justifier les virages de toutes sortes, applaudir aux exécutions et aux assassinats. On vit rarement des hommes descendre aussi profondément dans l'abjection et dans la bassesse. Il est vrai que la plupart de ces laqueux de plume avaient méprisé la révolution russe quand elle portait les espoirs

le génie de Staline, les biologistes prendre parti pour Mitchourine même si les expériences qu'ils pouvaient faire chaque jour en laboratoire allaient à l'encontre de ses théories.

Le relâchement de la dictature qui a suivi la mort de Staline s'est manifesté en premier lieu dans ces domaines-là parce qu'ils touchent la bureaucratie elle-même, et elle a aussi eu des répercussions sur le plan international. La fronde d'une partie des intellectuels stalinien en est une conséquence, comme elle est aussi un signe de l'affaiblissement du stalinisme.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions, ces hommes-là sont trop marqués par leur passé pour pouvoir retrouver le chemin révolutionnaire. Et ce n'est pas tant cette « action » d'aujourd'hui que l'exemple de leur passé et du passé de tous ceux qui sont encore « dans la ligne » qui peut servir de leçon aux jeunes intellectuels qui, aujourd'hui, au sein de l'U.E.C. comme en dehors, cherchent comment lutter pour le socialisme.

Quel intellectuel stalinien oserait aujourd'hui republier tout ce qu'il écrit il y a vingt ans, dix ans ou même moins. A quoi ont servi les justifications contre toute vérité et toute évidence des procès de Moscou, de ceux des années 1948-49 dans les « démocraties populaires », du procès des blouses blanches, à quoi ont servi les panurgiques de Staline et de Khrouchchev la glorification de Lyssenko, puis qu'aujourd'hui la plupart des victimes sont réhabilitées, Staline condamné à titre posthume, Khrouchchev renvoyé se reposer à la campagne et Lyssenko à ses salades ?

Dans le meilleur des cas, c'est pour rester dans un grand parti (qu'ils croyaient être celui des travailleurs), par souci d'efficacité, que ces hommes acceptèrent de se prostituer dans les panurgiques de leur dévouement à leur honneur d'intellectuel sur l'autel de la classe ouvrière.

Mais la classe ouvrière n'a pas d'autel, et elle n'a pas besoin de ce genre de sacrifice. Elle a au contraire besoin d'hommes qui attachent de la valeur à leurs idées, et qui soient prêts à les défendre.

Seule la vérité est révolutionnaire, disait déjà Marx, et seule une organisation révolutionnaire, aussi petite soit-elle, peut donner à des intellectuels la possibilité d'employer pleinement, non pas l'autorité ou leur prestige que peut leur conférer leurs diplômes et leurs titres, mais les possibilités que leur donnent leurs connaissances, au service de la classe ouvrière, de son émancipation et de celle de l'humanité tout entière.

Christian JUNG

*Hommes et murs d'autrefois tombent frappés de la même foudre  
L'éclat des fusillades ajoute au paysage  
Une gaieté jusqu'alors inconnue  
Ce sont des ingénieurs, des médecins qu'on exécute  
Mort à ceux qui mettent en danger les conquêtes d'octobre  
Mort aux saboteurs du Plan quinquennal.*

Vive la Guépéou véritable image de la grandeur matérialiste  
Louis ARAGON.

Nul groupe humain n'eût sans doute jamais une activité intellectuelle aussi riche et aussi variée que ces hommes dont bien peu avaient des diplômes universitaires, et dont bien moins encore les utilisaient.

Comme toutes les réactions, la dégénérescence bureaucratique ne limita pas ses méfaits au seul domaine de la politique, mais sur le plan de la vie intellectuelle, le stalinisme fut plus qu'une réaction, il fut la négation même de toute pensée théorique. C'est avec la menace d'un pistolet constamment braqué sur la nuque que les intellectuels soviétiques travaillèrent à partir des années 1927-28, et l'on comprend que bien peu essayèrent de montrer des velléités d'indépendance.

Hors de l'U.R.S.S., les intellectuels membres des différents par-

de millions d'opprimés avant de se rallier à la bureaucratie triomphante.

Les historiens durent refaire leurs manuels, suivant les besoins, et pas seulement en ce qui concerne l'histoire récente, mais même dans le cas d'événements plus lointains, comme la Révolution française, qui pouvaient servir de point de comparaison avec l'histoire russe.

Tout cela n'était certes pas très reluisant, encore n'était-ce jamais que ce qu'un gouvernement bourgeois demande généralement à ses serviteurs. Mais il y avait pire.

La bureaucratie russe avait rapidement abandonné tous les pouvoirs politiques aux mains d'un seul homme, lui confiant le soin de trancher tous les problèmes, parce qu'elle craignait par-dessus tout l'ouverture de discussions qui permettrait aux masses de s'exprimer. Mais toute controverse, quel qu'en soit le sujet à l'origine, présentait ce danger, et le pouvoir de la couche dirigeante était tellement instable que l'on vit bientôt Staline régenter non seulement la vie politique et économique du pays, mais aussi arbitrer tous les conflits mettant aux prises différentes écoles, qu'il s'agisse de recherches scientifiques ou de problèmes techniques, de querelles littéraires ou artistiques.

A l'étranger, les intellectuels stalinien devaient suivre le mouvement. Les écrivains ne devaient pas seulement encenser Staline, il fallait en plus qu'ils se fassent suivre les normes du réalisme socialiste, les linguistes devaient vénérer dans leur domaine aussi

## A NOS LECTEURS

Le vendredi 12 mars, à la Mutualité

VOIX-OUVRIERE organise une réunion publique suivie de débats sur le sujet :

« Les rapports des intellectuels et du parti révolutionnaire »

(Lire la suite en page 7)

# LA C.G.T., LA FEMME ET LA RÉDUCTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL

**D**ÉPUIS quelques mois à Paris, et depuis quelques semaines seulement en province, la C.G.T. a lancé une campagne pour la réduction du temps de travail et le retour aux 40 heures... pour les femmes travailleuses.

Le bilan des conditions dans lesquelles doit vivre et travailler la femme travailleuse est trop connu pour que nous en reparlions ici. Avec les jeunes, elle partage le privilège d'être la plus exploitée parmi les plus exploitées. A l'usine, au foyer, dans sa vie sociale comme dans sa vie privée, le chemin est long qui doit la conduire à l'égalité, à l'émancipation véritable.

Et s'il est difficile d'imaginer aujourd'hui quel pourra être le visage de l'homme de demain, l'homme socialiste, libéré de toutes les oppressions, de toutes les aliénations, encore moins pouvons-nous imaginer celui de la femme.

Autrefois les théologiens discutaient très sérieusement pour savoir si la femme, à l'égal de l'animal, avait une âme ou non. La conclusion nous a été favorable. Depuis, des siècles de progrès ont confirmé que cette âme planait au niveau des casse-roies et que la femme avait été créée de toute éternité pour « élever » ses enfants. En contrariant cette « vocation », le mode de production capitaliste qui a entraîné des milliers de femmes dans la vie sociale, a fait naître des difficultés croissantes. En fait la libération de la femme par sa participation à une activité sociale productive s'est doublée d'une nouvelle aliénation, d'une nouvelle exploitation qui sans être pire que la première vient cependant s'ajouter à elle.

Dans ces conditions, la propagande syndicale et la propagande socialiste devaient trouver chez la femme un terrain à la fois favorable et difficile. Favorable car la conscience de sa double exploitation devient chaque jour plus sensible à la fem-

me travailleuse, difficile parce que plus encore peut-être que les autres catégories de travailleurs, la femme manque de confiance en elle et de perspective d'avenir. En tout cas, un travail politique de propagande et d'organisation des femmes travailleuses et aussi des ménagères est une des tâches que les révolutionnaires ont toujours considéré comme nécessaire et urgente.

Est-ce à dire qu'en s'adressant aux femmes aujourd'hui la C.G.T. retrouve la pureté originelle du langage et de la vérité révolutionnaire ? Pour se convaincre du contraire, il suffit de lire sa prose :

« Nous voulons vivre!!! c'est le cri unanime de toutes les femmes, des jeunes comme des plus âgées », proclame un tract C.G.T. paru à la Thomson-Houston le 19 janvier 65... et voici quelques perspectives leur offre le syndicat :

« Un quart d'heure de plus par jour, cela semble peu et pourtant... ces quelques minutes peuvent éviter la queue interminable pour le bus. C'est alors une demi-heure, parfois un heure de gagnée », le temps de conduire l'enfant à la crèche ou encore celui d'être à la sortie de l'école, ou encore, précise Antoinette, le journal féminin de la C.G.T. le temps pour les gens d'apprendre à faire la cuisine et « toutes les ficelles de son métier de ménagère ». Voici enfin la conclusion du tract Thomson :

« La bataille est engagée. C'est une nouvelle et importante action pour que les femmes puissent obtenir le temps de se reposer, de se détendre, de penser, de se distraire, d'aimer, qu'elles aient enfin le droit de vivre. » Et de réclamer en plus indemnité de crèche, paiement des heures perdues pour soigner quel que soit le congé payé pour les jeunes filles, etc., afin de concilier le travail et le tendre « devoir » un enfant malade, une cinquième de la maternité (tract U.C.L.A.F.).

Quelles sont donc les formes d'action prévues : la signature de pétitions, l'envoi de cartes postales au ministre du Travail, les inévitables délégations, et toute forme d'action « pouvant aller jusqu'à l'arrêt de travail ». Et le 6 février dernier, un grand rassemblement au Palais des Sports devait réunir 10.000 femmes travailleuses. La « ronde des rassemblements » (Antoinette dixit) doit se poursuivre en province à Grenoble, Bordeaux, Lyon, Marseille, Limoges, Montpellier, Saint-Etienne, etc. Enfin « en mars, des femmes de toutes tendances, de toutes professions, venues de toute la France, vont se rassembler les 6 et 7 pour étudier de manière concrète et précise comment faire entrer dans les faits cette nécessité vitale : la réduction du temps de travail ». Ces « Assises Nationales » seront donc à la fois le point d'arrivée et le point de départ d'une campagne pour le retour aux 40 heures ! Car « si le retour aux 40 heures, sans diminution de salaire, est quelque chose de vital pour tous les travailleurs, il faut le reconnaître en priorité aux femmes travailleuses qui sont les plus déshéritées de tous les ouvriers ». (Interview d'une sociologue dans Antoinette).

Jusqu'à présent une telle campagne n'a rencontré de succès relatif que dans les services et entreprises où le personnel est en majorité féminine. Ailleurs il est en effet assez difficile de faire croire que l'amélioration du sort des femmes travailleuses demande une démarche rigoureusement indépendante de celles de leurs compagnons de travail. On a vu dans certaines entreprises la C.G.T. prendre une coloration « féministe » du style suffragettes, créer dare-dare des commissions féminines, dégotier des aspirantes déléguées femmes, et rédiger des tracts « à ne distribuer qu'aux femmes ». Aussi a-t-on pu voir aux portes de certaines entreprises (Hispano A.G. entre autres) des déléguées, papier

en mains, repousser les demandes masculines en gloussant d'autorité : « Non, ce n'est pas pour vous, c'est uniquement pour les femmes ! » Un comble !

Pourtant les aspects ridicules de cette campagne ne doivent pas nous faire oublier ce qu'elle est réellement : une escroquerie, l'exploitation démagogique d'une légitime revendication. Revendiquer 1/4 d'heure pour permettre à la femme d'avoir le temps de lire, de se reposer et d'aimer, c'est se moquer du monde. Laisser croire qu'elle obtiendra seule les 40 heures, c'est un abus de confiance.

En fait dans sa propagande, comme dans les moyens d'actions qu'elle propose, la C.G.T. ne fait que révéler son lamentable réformisme. Comme le P.C. et avec le P.C., elle reste prisonnière du vieux mythe de la femme au foyer. Un quart d'heure de moins à l'usine, cela ne peut signifier qu'un quart d'heure de plus à la maison. C'est-à-dire que l'on ne diminue la journée de travail social que pour allonger celle que la femme fait encore chez elle en rentrant le soir. Ce quart d'heure miracle ne viendra pas concilier le travail avec les « obligations que son rôle de femme et de mère » (tract UCLAF) impose à la femme en dehors de l'usine. Il ne fera que justifier et accroître ses « obligations » dont on voudrait bien que la C.G.T. nous explique le caractère obligatoire.

Dans sa réponse au tract C.G.T., la « Voix Ouvrière UCLAF » disait :

« Or, nous les femmes, si nous nous battons à l'usine pour être exploitées moins longtemps, ce n'est certainement pas pour l'être plus à la maison.

Nous ne nous sentons pas d'« obligations » découlant du simple fait que nous sommes nées femmes. Ce n'est quand même pas notre « physiologie particulière » qui fait que nous saurons seules laver la vaisselle et les chemises, raccommoder les chaussettes, préparer les gosses le matin, les coucher le soir, faire le ménage à fond et j'en passe. De même, nous n'avons jamais fait de la maternité « un devoir » et nous n'avons jamais revendiqué d'élever et d'éduquer les enfants.

Ce que nous voulons, nous les femmes, c'est la réduction du temps de travail, bien sûr, mais pour tous, car nous ne voulons pas quitter l'exploitation de l'usine pour la retrouver à la maison ; c'est aussi avoir des enfants si nous le désirons, et non pas le devoir d'en avoir ; c'est encore obtenir un salaire décent pour tous, hommes ou femmes, nous permettant d'utiliser tout ce que la technique moderne nous propose : laveries, vêtements tout faits, cuisine rapide, etc. »

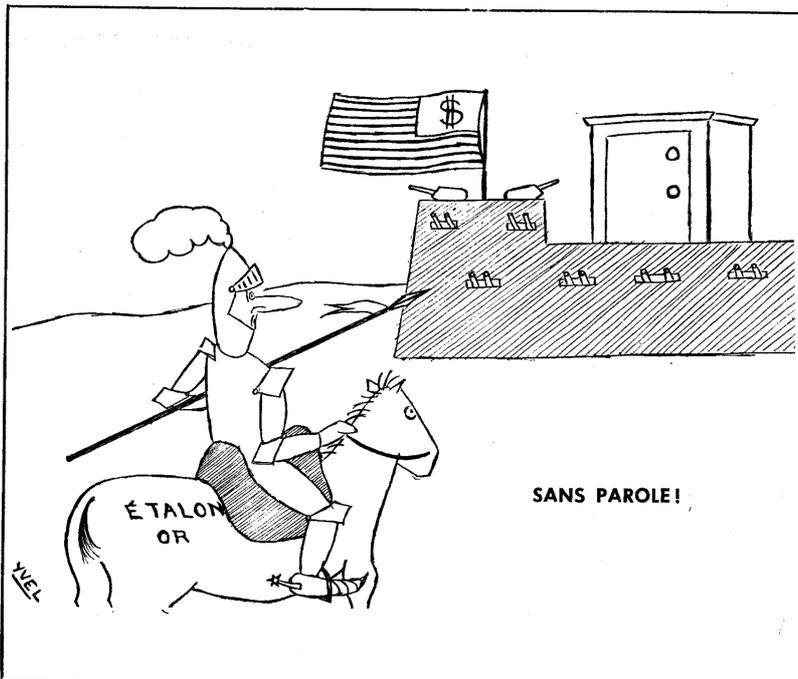
Mais si dans la formulation même de ses revendications, la C.G.T. dévoile la pâleur de son idéologie, elle fait preuve d'impudence et de démagogie quand elle laisse croire qu'une lutte particulière des femmes peut leur faire obtenir les 40 heures. Ce n'est pas parce que les femmes ont des raisons particulières de désirer les 40 heures qu'elles doivent se lancer seules dans une forme de

lutte bâtarde. Ce n'est pas parce que le bon sens et la justice sont de leur côté que les patrons s'inclineront. Aucun raisonnement, aussi juste soit-il, n'a jamais fait céder un patron. Les femmes n'obtiendront pas les 40 heures parce que les patrons ont besoin de leur travail, parce qu'ils ont besoin de main-d'œuvre féminine, de celle qui travaille déjà 42 ou 48 heures, et d'autres encore, de celle qu'ils essaient de mettre au travail en instituant le travail à mi-temps, ou les intérimés que l'on connaît trop bien. Mettre le plus de femmes possible au travail, et faire travailler au maximum celles qui y sont déjà, voilà la préoccupation actuelle du patronat dans son ensemble, même si dans certains secteurs isolés des modernisations entraînent des exceptions.

Les 40 heures, ce n'est pas une affaire de juste droit, c'est une affaire de lutte. Et la lutte c'est une affaire de rapport de forces. Tous les travailleurs demandent les 40 heures depuis des années. Dans le rapport de force travailleurs-patrons, le nombre et la décision des travailleurs engagés dans la lutte seront décisifs. Le seul problème est donc celui d'une mobilisation générale de tous les travailleurs, hommes et femmes, réunis sur cette revendication commune, quelles que soient les raisons particulières d'y adhérer. « C'est en mobilisant 10 millions de salariés sur cette revendication qu'on l'obtiendra peut-être. Mais ce n'est sûrement pas en la réclamant pour 5 millions d'entre eux », disait la V.O. du Crédit Lyonnais n° 66.

Or c'est de cette mobilisation générale que la C.G.T. ne veut pas. A aucun prix. Les 40 heures, cela fait des années qu'elle en parle. Mais jamais comme de la revendication essentielle, primordiale. Toujours en force d'appoint, comme une requête à ne pas oublier sur la longue liste des lettres revendicatives. Pendant des années les travailleurs ont fait 48 heures en demandant, avec le quart d'heure de douche payé, le RETOUR PROGRESSIF aux 40 heures. Quand le ralentissement économique a imposé des réductions d'horaires dans l'industrie automobile, des licenciements dans le textile, quand la concentration ou la décentralisation ont provoqué outre un chômage partiel, le retour à la loi de 40 heures est revenu en bonne place sur la liste des revendications des secteurs « malades ». Mais c'est la première fois que la C.G.T. fait des 40 heures le thème principal d'une agitation précise. Comme il n'y a pas de miracle, cette agitation est évidemment destinée aux femmes seules. Après avoir pendant dix années noyé les revendications générales sous le flot des revendications particulières, la C.G.T. parle maintenant de lancer sur ces revendications générales de travailleurs. C'est une autre façon de saboter le mouvement. Dans l'art de refuser toute mobilisation générale, dans l'art de trancher, diviser, parceliser le mouvement, la C.G.T. est passée maîtresse.

(Lire la suite en page 7)



LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégradation des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasèrent l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto un éditorial commun — pour l'essentiel celui-ci dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs ; partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

## EDITORIAL

### DES BULLETINS D'ENTREPRISE

« VOIX OUVRIERE »

## DIX MILLIONS (de travailleurs) CONTRE UN (ministre)

La semaine dernière, à l'issue du Conseil des ministres, nous avons pu apprendre par un communiqué reproduit par toute la presse que le ministre du Travail avait fait un exposé sur la situation de l'emploi en se félicitant d'une « certaine détente » (ce seraient ses mots) puisqu'au 1<sup>er</sup> février il y avait plus de travailleurs qui cherchaient un emploi qu'au 1<sup>er</sup> janvier, tandis que les offres d'emploi avaient diminué.

Autrement dit, le Ministre et le Conseil se sont félicités du fait que le chômage augmente, c'est pour eux « une certaine détente ».

Le « plan de stabilisation » du gouvernement aurait pour but, en freinant l'expansion industrielle, d'éviter une crise de « surproduction ». Que ce « plan » arrive à empêcher ou retarder une telle crise générale de chômage serait un bien... si le procédé utilisé n'aboutissait pas, justement, au même résultat. Au lieu d'avoir la crise brutale, nous nous faisons absorber le chômage peu à peu, par petites doses, et ce sont quand même les travailleurs qui sont victimes.

De nos jours, le capitalisme peut peut-être éviter certaines crises mais, comme on le voit, il n'en évite pas les conséquences désastreuses pour les travailleurs.

D'autant plus que cette « certaine détente » pour les patrons a pour résultat de freiner les augmentations de salaire alors que nous sommes en plein essor et que la classe ouvrière pourrait profiter un peu de l'expansion avant d'être victime du chômage. Victimes, nous risquons donc de l'être quand même, sans même avoir eu le moindre profit, si le plan de stabilisation continue de la sorte à satisfaire les ministres.

Evidemment, ces gens prétendent que ce n'est pas par cynisme qu'ils se louent du fait que le chômage augmente : c'est dans notre intérêt bien sûr, puisque c'est pour nous éviter pire.

Mais quel est donc ce régime où nous, les travailleurs, n'avons qu'un tel choix entre le pire, c'est-à-dire la crise, et le chômage par petites doses, le chômage pour quelques-uns, les payés réduites pour beaucoup d'autres, les horaires à n'en plus finir et les cadences exténuantes pour le reste.

Les patrons peuvent se féliciter d'être si bien gouvernés, d'avoir de si bons ministres et d'avoir appliqué un plan qui les serve si bien. Pouvons-nous, travailleurs, en dire autant ?

Avons-nous lieu d'être satisfaits de la façon dont nous nous sommes défendus ?

Avons-nous prévu un plan d'attaque pour faire supporter aux patrons les méfaits de leur propre régime ? Non bien sûr ! Les patrons, eux, ils ont l'argent, ils ont le gouvernement et son Etat, tandis que nous, nous n'avons rien de tout cela !

Mais c'est quand même nous qui faisons tout marcher dans le pays ! Et si nous sommes mal défendus, c'est parce que nous ne le sommes pas par nous-mêmes. C'est parce que nous pensons à tort qu'il y a des gens dont c'est le métier de nous défendre.

Nous ne pouvons être bien défendus que par nous-mêmes. Il nous faut d'abord accepter de consacrer un peu de notre temps et de notre attention à cette défense. Cela le vaut bien. Quand nous serons au chômage, nous aurons tout le temps voulu pour pleurer !

Or c'est aujourd'hui, au contraire, que nous devons nous comporter en hommes qui pensent leur vie et décident de leur sort.

On ne peut rien faire ? Ce n'est pas vrai. On ne peut rien faire seul, mais à dix on peut beaucoup, à mille énormément et à cent mille tout est possible !

Nous ne détenons pas de baguette magique mais nous sommes prêts à en discuter avec qui viendra nous voir.

V. O.

## DÈS MAINTENANT

# Préparer demain

## A LA SAVIEM

### NOS SALAIRES ET NOUS

La Saviem s'agrandit. La Saviem fait de la publicité partout, la Saviem édite des calendriers ou les pin-up l'emportent sur les poids lourds, la Saviem utilise au maximum l'aide « désintéressée » de la Régie-mère de Billancourt. Bref, c'est la prospérité !

Dans les accords 1965, il est spécifié qu'une commission paritaire d'examen du coût de la vie se réunira tous les samedis (la prochaine est en mars) « étant entendu que la direction ne peut s'engager à répercuter sur la rémunération les écarts éventuels constatés ».

Ainsi donc, notre salaire ne dépend ni de l'augmentation du coût de la vie, ni de la prospérité de la maison Saviem. Nous le savions déjà, mais il est bon de le redire. Notre salaire ne dépend que de nous, de notre détermination à ne pas nous laisser faire.

(Extrait du numéro 7 de la V.O. Saviem.)

## CHEZ PEUGEOT

### DEMAIN, C'EST BIENTÔT

Le climat n'est guère à la lutte ces temps-ci. Le malaise qui semble persister dans l'automobile, le souvenir du temps pas tellement lointain où nous avons fait 32 heures, la peur du chômage, tout cela y contribue.

Quelques-uns d'entre nous fondent de gros espoirs sur la prochaine sortie de la nouvelle voiture, espérant qu'il en résultera une augmentation de l'horaire. Comme si la solution pour nous était dans le retour à 40 heures.

Mais

1° Il n'est pas du tout certain que la production de 204 entraîne un allongement des horaires pour l'ensemble des travailleurs Peugeot. Même une importante production de 204 peut être assurée par un nombre relativement restreint d'ouvriers.

2° La sortie du nouveau modèle ne va pas accroître par magie, l'argent qui se trouve dans les porte-monnaies des éventuels acheteurs de voitures. Si le marché est saturé, la nouvelle voiture sera un élément de plus dans la concurrence que se font les constructeurs tous touchés par la crise. La production automobile a diminué en France de 26 % entre janvier 1964 et janvier 1965. A moins d'un retournement de la situation économique, il est fort possible qu'après quelques mois de « honte » pour démarrer la nouvelle production, on en revient

ne à des horaires de vaches maigres. En réalité ce ne sont pas les horaires qui sont maigres, 40 heures par semaine nous suffisent. Ce sont les salaires correspondants en dépit des indemnités du fond de régularisation des ressources. Accepterons-nous de refaire demain 46 ou 48 heures pour sortir la 204 quitte à créer ainsi la « surproduction » quelques mois plus tard et donc à préparer notre chômage d'après-demain ?

Ou bien, profiterons-nous du moment où le patron aura besoin de nous pour nous organiser et poser les revendications seules susceptibles de nous prémunir contre les fluctuations de la production ?

Salaire mensuel garanti, quelles que soient les baisses possibles d'horaire.

Horaires maximum à 40 heures.

Il ne tient qu'à nous de choisir si nous nous laissons faire une fois de plus, ou bien si nous voulons défendre nos véritables intérêts. Il n'est pas trop tôt pour y réfléchir.

(Extrait du N° 60 de la V.O. Peugeot.)

## A LA RNUR

### NOUVELLES VOITURES POUR NOUVEAUX REVENUS

On nous a présenté la R16. On prépare la R18. La Direction nous explique qu'il faut satisfaire la clientèle pour soutenir la concurrence. En fait le marché de la petite voiture est saturé. La voiture populaire dont s'enorgueillissait la direction de la R.N.U.R. ne tient plus la plus grosse place. C'est que le niveau de vie des couches ouvrières baisse. Qu'on le veuille ou non. Alors la Direction essaie de maintenir son activité en s'attaquant aux couches dont le niveau de vie est encore élevé.

Nous connaissons l'argument de Dreyfus : la clientèle d'une 4 CV a amélioré son standing et veut une voiture plus confortable. En pratique la plupart des travailleurs gardent plus longtemps leur voiture. Le slogan publicitaire de la R.N.U.R. : « La Major, c'est le confort de la classe au-dessus », dit bien ce qu'il veut dire. Nous traduisons : vous qui avez « la classe » de posséder une grosse voiture mais dont les moyens sont devenus insuffisants conservez les apparences de votre standing en vous offrant une petite voiture qui ressemble un peu à une grosse ».

Mais les artifices publicitaires et commerciaux ne résoudront pas le problème.

Et la concurrence que les capitalistes présentent comme le moteur de l'économie devient nous yeux le moteur de la récession.

(Extrait du N° 43 de la V.O. R.N.U.R.)

## CHEZ NEYRPC

### RIEN N'A ETE REGLE A NEYRPC

Avec les grèves des monteuses et ajusteurs, l'action semble redémarrer à Neyrpc. Le cahier de revendications est bien rempli, la Direction continue à faire la sourde oreille.

Sur le plan grenoblois, la Chambre patronale a refusé de satisfaire les revendications des métallurgistes. Il fallait s'y attendre, pour obtenir quand même quelque chose des 8 % demandés, les syndicats essaient de lancer une action. Action dans l'entreprise où la situation des travailleurs est la plus mauvaise, c'est-à-dire à Neyrpc, et dans cette entreprise, là où le mécontentement est le plus vif : chez les monteuses et ajusteurs.

Le reste suivra ou ne suivra pas. Nous connaissons bien déjà ce type d'action.

Pourtant le 11 décembre et le 28 janvier dernier en nous associant à la grève du secteur public, nous avons montré notre désir de voir la lutte se généraliser.

Nous savons que si Glasser tient tête, c'est qu'il a l'appui du patronat et de l'Etat. Pour le faire céder il faut bien autre chose que des débrayages et des manifestations. Glasser est fort de la force des autres patrons. Nous nous sommes joints de la force des autres travailleurs. Ce n'est que tous ensemble que nous pourrions faire reculer les patrons et l'Etat.

Ici, à Grenoble à Neyrpc, c'est tout juste si nous pouvons obtenir le droit de discuter, le droit pour nous délégués de s'entendre tous les mois opposer le même refus dans des réunions régulières avec la Direction.

Mais si nous entrons en lutte, c'est pour des objectifs autrement importants, et avec la certitude que nous ne serons pas seuls.

Certes, on ne fait pas la grève générale en appuyant sur un bouton, certes, certains secteurs peuvent se mettre en grève avant les autres. Mais le problème, le seul pour avoir une chance de l'emporter, c'est de lutter pour des revendications générales, des revendications qui peuvent être prises par tous.

Aujourd'hui les revendications communes à tous les travailleurs sont :

- une augmentation immédiate de 200 F par mois pour tous, pour rattraper le retard pris par les salaires ces dernières années,
- une semaine de travail de 40 heures maximum,
- la garantie du salaire contre toute diminution d'horaire,
- et sa garantie contre les augmentations des prix par l'échelle mobile des salaires en fonction des barèmes des prix établis par les travailleurs.

(Extrait du N° 41 de la V.O. Neyrpc.)

# CONDITIONS DE TRAVAIL

A LA S.N.E.C.M.A.

## DANS LE COLIMATEUR

C'est bien connu, lorsque le travail se fait rare, la discipline se resserrer. A l'atelier, on nous trouve toujours du travail et les délais ne sont pas supprimés pour autant. Les mutations et les changements d'ateliers vont bon train. Dans les bureaux, où la baisse de travail se ressent en premier, certains en sont réduits à faire semblant de travailler, car de leurs cages vitrées, les chefs qui n'ont pas grand-chose à faire surveillent les « imprudents » qui ne « travaillent » pas. Voilà où nous en sommes à Kellermann.

Mais pour nous, le problème n'est pas là, nous venons à l'usine pour gagner notre vie, pas pour subir des déclassements et la surveillance de certains caïds. Si le travail diminue, tant mieux, il n'y a qu'à diminuer le temps de travail pour tous en répartissant entre tous ce « fameux » travail.

Nous savons pourtant que les heures supplémentaires continuent alors qu'on parle de licenciements. Tout cela n'est pas sérieux. Notre salaire, pour nous, c'est notre moyen de vivre, travail ou pas, que la direction se débrouille, nous devons toucher notre salaire intégral.

Quant à ceux qui nous ont dans le « colimateur », qu'ils sachent qu'ils aussi sont « visés » et qu'ils auront à choisir leur camp.

(Extrait du numéro 52 de la V.O. SNECMA.)

## CHEZ LIP

### PAS D'OLYMPIADES A L'HORLO

Une dizaine de poseuses de cadrans ont vu les tarifs de deux de leurs calibre révisés, c'est-à-dire baissés, de près d'un tiers. 8 centimes de moins sur 64 cent. pour un calibre, 8 cent. de moins sur 24 et quelques centimes pour l'autre.

Elles avaient été rechronométrées il y a un peu plus d'un mois et, pour calmer leur inquiétude, le chef avait donné sa parole que cela n'était pas en vue d'une révision des temps et des prix. Il doit avoir plusieurs paroles de rebchange, ce bavard.

Afin d'obtenir les précédents tarifs, les horlogères avaient violemment manifesté, autrefois, quand on leur enlevait des Chalets, et obtenu alors gain de cause. Mais ces derniers temps, certaines de nos camarades semblent avoir confondu l'usine avec un stade; elles ont cru devoir battre un record olympique, ont accéléré leur rythme, laissant leurs compagnes loin derrière elles, et tentant d'arrondir ainsi leur fin de mois. Mais un temps est toujours susceptible d'être révisé: c'est la base même de la rémunération aux pièces. C'est la paye aux pièces, c'est-à-dire qui condamne certaines étourdies à accélérer inconsidérément le travail.

Nous nous sommes, il y a plusieurs années, laisser imposer ce système. Aujourd'hui plus que jamais, nous en mesurons les conséquences. A BAS LA PAYE AUX PIÈCES!!

(Extrait du n° 111 de la V.O. Lip.)

## LA JOURNÉE CONTINUE

9 heures 15 de travail coupées par 45 minutes de repos-LIP sur place. Après quoi nous serons définitivement épuisés et abrutis. C'est sans doute le vœu de la Direction. Pas le nôtre.

Nous supportons, à grand peine, nos 9 h. 15 de présence quotidienne grâce à la coupure des deux heures le midi. La journée continue n'est admissible qu'accompagnée d'une diminution d'horaire avec maintien de la paye.

Saurons-nous l'imposer malgré la carence et les palabres de nos syndicats?

D'autre part, 60 % du personnel est composé de femmes, dont beaucoup sont mères de famille. Chez qui mangeront les bosses à midi? — Il n'y a presque pas de cantines dans les écoles primaires — LIP se propose peut-être de nourrir nos enfants. Améonons-les lui donc à sa cantine, quand commencera la journée continue, pour voir comment il se débrouille, lui...

(Extrait du n° 111 de la V.O. Lip.)

A LA C.I.T.

## LA PRIME OPPRIME

Avec la prime d'assiduité, la direction augmente son arsenal de répression. Elle s'attaque maintenant à ce que nous avons de plus important: notre maigre salaire. Cette punition vient s'ajouter à toutes celles que nous connaissons et que nous subissons depuis l'école primaire: c'est dès l'arrivée à l'usine, le pointage à la minute près, même à midi, sanctionnée maintenant par des pertes de salaire, comme à l'école nous avions des lignes ou des colles; ce sont certains gardiens qui servent de flics, d'indicateurs et de mouchards, comme nos anciens pions.

Sans compter que pour sortir le soir quelques minutes plus tôt, comme c'est normal, nous allons bientôt manger en 50 minutes, ce que les écoliers eux-mêmes ne font pas! A moins de manger avec un lance-pierre, nous n'aurons plus le temps de prendre un café, seul moment de repos de toute la journée, seul moment où nous sommes ensemble avec plaisir. A quand la journée continue comme les équipes qui, remarquer en passant, ont au moins la demi-heure de coupure payée?

Et nous supportons tout cela de 15 à 65 ans!

Ce régime, pas fait pour des enfants, encore moins pour des hommes dignes de ce nom, est fait pour nous habituer à ramper sans réagir.

A nous de réagir, à nous de montrer que nous sommes bien des hommes.

(Extrait du numéro 8 de la V.O. C.I.T.)

## CHEZ OLIER

### L'INCONSCIENCE PROFESSIONNELLE

Une série de bandages de char a été tuée l'autre quinzaine. Bien sûr, le soi-disant « responsable » s'est fait copieusement assaisonner.

Gâcher du matériel n'est pas agréable et la série loupée est particulièrement importante. Mais ce n'est pas la première fois qu'un tel cas se produit, et journalièrement de petits faits semblables arrivent.

Chaque fois, on rejette sur l'ouvrier toute la responsabilité. « Il manque de conscience professionnelle », dit la maîtrise. Facile. D'abord, seul celui qui ne fait rien ne se trompe jamais, et ce n'est pas notre direction, qui pourtant ne fait pas grand-chose, qui prouve le contraire.

Ensuite, on nous impose des conditions qui nous empêchent de travailler correctement. On confie à des O.S. des travaux de professionnels, on donne à des jeunes des postes qui exigeraient un ouvrier expérimenté, on pousse à la production de toutes les manières possibles par souci d'économie. Pas étonnant que les coulages soient fréquents.

La direction voudrait que nous fassions un travail un peu plus très vite, sans jamais nous tromper... pour un salaire qu'il est honteux de donner à un manoeuvre.

C'est ce qu'on appelle avoir de la conscience professionnelle. La conscience, ce n'est pas mal, mais

un bon salaire et de bonnes conditions de vie, ce n'est pas mal non plus.

(Extrait du numéro 3 de la V.O. Olier.)

## A LA R.N.U.R.

### HYGIENE

Pour avoir la permission de se laver, les ajusteurs gros outils doivent présenter patte nue. Travail entièrement fait sur fonte, la grosse meule ou gros pistolet. Petites meules s'abstenir. Celles-ci, d'après l'auteur de la note de service, n'entraînent pas suffisamment l'utilisateur. Il est évidemment plus facile de faire une note de service que de faire de nouvelles douches.

Nous connaissons au moins un individu à qui une douche ferait du bien: c'est le crasseux qui a pondu cette note de service.

(Extrait du n° 197 de la V.O. R.N.U.R. Dép. 37.)

## CHEZ PEUGEOT

### SUGGESTION AU BENEFICE DE QUI ?

Chaque fois qu'un ouvrier trouve une amélioration, une astuce en ce qui concerne la production à l'usine, une prime dite « de suggestion » lui est accordée ainsi qu'à l'équipe à laquelle il appartient. Puis les chronomètres passent, baissent les prix puisqu'il y a une amélioration technique et augmentation de la productivité. L'affaire est très intéressante... pour le patron.

Mais, héritage des années « sociales » de la maison Peugeot, attribués à l'ensemble des travailleurs, une « prime de suggestion collective ». Point important, cette prime varie selon que l'on est ouvrier ou mensuel. Le 28 qui vient, donc les ouvriers toucheront 11,16 % du salaire mensuel à Sochaux, et... 31,56 % à Bart. Chez les mensuels, la prime est encore plus élastique: 35,94 % pour les centraux, et 91,86 % pour la forge, ceci à Sochaux. Mais 168,24 % pour les mensuels de Bart. Cette discrimination entre ouvriers, artisans, ouvriers et mensuels, ne correspond à rien que d'arbitraire. Les gros salaires touchent les grosses primes, et les ouvriers qui en ont le plus besoin reçoivent les miettes. Certes, les mensuels n'ont pas, eux, de primes de suggestion individuelle, mais ils touchent tout de même quelque chose, mais combien d'entre nous en touchent finalement? Et, de toutes façons, de 11 % à 168 %, la comparaison est facile à faire.

Mais le fond du problème, c'est que les suggestions, qu'elles soient faites par les collaborateurs ou par les ouvriers, contribuent en fin de compte à accroître notre exploitation. Et c'est l'OS qui en supporte les effets les plus sensibles, puisque le but avoué est d'augmenter notre productivité. Et c'est pourquoi, il est des ouvriers très conscients de ces conséquences, qui gardent dans leur tête telle ou telle astuce technique, plutôt que d'en faire une suggestion, ou bien quand cela est possible, qui l'appliquent discrètement, de façon à alléger un peu le travail. Exemples à méditer...

(Extrait du n° 60 de la V.O. Peugeot.)

# Sécurité

## CHEZ U.C.L.A.F.

### AUX SULFURES

Il y a 15 jours environ la fabrication des sulfures reprenait à Uclaf. Elle reprenait dans ce même atelier où le 21 décembre dernier une explosion faisait un mort et quatorze blessés.

Nous ne connaissons jamais les résultats de l'enquête faite à ce moment là, mais ce que nous savons c'est qu'on ne fabrique plus les sulfures avec la même technique. Or, le nouveau procédé n'est pas connu d'aujourd'hui.

Mais pour qu'il soit mis en application il a fallu un mort et quatorze blessés!

(Extrait du n° 72 de la V.O. UCLAF.)

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre ont comme ressources que je produis de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaissent « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroed.

## A LA S.A.V.I.E.M.

### EN ATTENDANT BLAINVILLE

En attendant le grand départ, la direction « pressent » certains d'entre nous et leur offre le voyage à Blainville pour qu'ils puissent juger sur place des conditions de travail et de logement.

Et chacun se livre à de longs calculs pour savoir à partir de combien ou de quand les inconvénients d'une implantation en province l'emporteront sur les avantages. Et chacun essaie individuellement de défendre le plus chèrement possible son poste et son salaire. Jusqu'à présent, les pressentis font partie de la maîtrise et de l'encadrement technique, quelques régleurs aussi ont accepté le départ.

Mais les autres, la grosse majorité des travailleurs sans qualification spéciale à monnaie au plus avantageux, ceux-là ne savent rien de leur sort. Ils savent très bien qu'un départ en province veut dire pour eux: salaire réduit par les abattements de zone, quelles que soient les primes de dépaysement provisoires et les promesses en l'air. Non, pour nous rien n'est réglé. La décentralisation, c'est le licenciement ou l'acceptation d'une réduction importante de salaire.

Nous sommes la majorité et notre seul argument dans une discussion avec le patron, c'est notre nombre et notre union. Ce que nous obtenons, nous ne pouvons l'obtenir qu'ensemble.

Ce n'est pas en attendant, en refusant de prendre tout de suite la situation en mains que nous éviterons les problèmes. Bien au contraire.

La décentralisation, cela nous rendrait plus libres. Il est encore possible si nous avons la volonté d'obtenir de la Savim d'importantes indemnités de licenciement qui nous permettent d'attendre pour nous embaucher ailleurs d'avoir trouvé un poste équivalent au salaire en condition de travail. Or, cela, nous devons le déterminer ensemble après une libre discussion, pour obtenir de la direction notre reclassement à Renault ou ailleurs.

Demain, il sera trop tard. (Extrait du numéro 67 de la V.O. Savim.)

## CITROEN

### QUAND CITROEN RASSURE... INQUIETONS-NOUS...

Devant l'inquiétude manifestée par les milieux financiers à propos de la baisse de production dans l'automobile entre janvier 64 et janvier 65, la direction de Citroën a tenu à rassurer ses bailleurs de fonds.

Cette perte de production due à la différence de jours ouvrables entre janvier 64 et janvier 65 a été compensée par l'augmentation journalière (d'après un communiqué de Citroën à la presse).

Par quoi a été rattrapé la perte de salaire des horaires due à la même cause? Par rien! Or, même les jours de non-travail nous pas, nous mangeons, même si les patrons ne produisent pas, et 15 % de salaire en moins, cela fait un sérieux trou dans un budget un peu plus serré que celui de Citroën.

Nous avons donc notre mot à dire: en même temps que l'augmentation des salaires, il nous faudra obtenir le paiement des heures perdues pour cause de grève de l'E.D.F. ou à cause du calendrier, autrement dit le salaire mensuel garanti.

(Extrait du numéro 188 de la V.O. Citroën.)

## A LA R.N.U.R.

### EXIGEONS LE RESPECT DE CE QUI EST NOTRE

Après les baisses d'horaires, nous avons retrouvé la « normale », 48 heures pour les horaires, 45 heures pour les mensuels. Mais cela ne suffit pas et un peu partout réapparaît la déplorable manie des heures supplémentaires, voire du travail du samedi.

Sommes-nous à ce point incorrigibles. Est-ce qu'en 1965 au moment où l'on envoie des engins photographier la lune sur toutes les ondes pour parvenir un jour, on devrait encore travailler plus de 30 heures par semaine? De-

# Face à l'anari

## A GENEVE.

### LES ACOMPTÉS

Pour le cas où on n'aurait pas compris que les acomptes chez Genève appartenait à un autre âge, la direction nous a sorti une note de service pour nous avertir qu'il n'était plus question d'acomptes entre le 23 et le 8.

Ceci n'aurait aucune importance si le 23 et le 8, nous touchions 1000 francs à chaque fois, mais comme c'est loin d'être le cas, il va suffire d'une visite chez le médecin et le pharmacien le 26 pour que nous tirions le diable par la queue pendant les douze jours restants.

Bien sûr, nous n'avons qu'à faire des économies, organiser notre budget et autres panacées patronales, mais si quelqu'un peut nous donner la recette pour faire des économies avec nos paies, nous sommes prêts à entendre la leçon.

Rappelons seulement à ceux qui voudraient se mettre à étudier la question que même Jésus ne s'est pas attaqué à la multiplication de l'argent, il s'est contenté des pains et du poisson, et d'ailleurs il n'a laissé la recette à personne.

Mais si tous ceux qui ont besoin

# ...Fac

## CHEZ PANHARD

### IMPOSER NOTRE SOLUTION

Les bruits les plus alarmistes circulent dans l'usine concernant les intentions de la nouvelle direction Citroën. Il paraîtrait que la production va baisser de plus de la moitié et que nous serons victimes de licenciements massifs.

Comme d'habitude, le patron a l'intention de nous faire subir les conséquences des fluctuations de la production. Il faut tout de même constater que nous payons en même temps l'incapacité des syndicats qui, même quand le manque de main-d'œuvre nous met en position de force, ont accepté sans même tenter de lutter que le patron nous fasse travailler

# ORGANISO

trait-on encore entendre des réflexions aussi stupides que: il faut gagner du pognon quand il y a du boulot? ... Nous, travailleurs, nous démissionnons de notre rôle politique, nous faisons confiance aux capitalistes pour régler les affaires du monde.

C'est à une époque où on circule dans fiacre que fut introduite la semaine de 48 heures. Nous en sommes aux fuses balistiques et nous faisons toujours nos bonnes vieilles 48 heures entrecoupées d'heures supplémentaires et de chômage.

Les patrons, pour suivre le progrès, sont constamment en train de réorganiser leur production. Il serait temps de réorganiser et de reconstruire nos syndicats et nos partis pour les mettre au goût du jour. Cela demande un peu de temps et un peu d'argent. Mais nous aussi prolétaires nous devons apprendre à investir des forces pour concurrencer la bourgeoisie sur le terrain politique.

En attendant d'imposer la semaine de 30 heures, soyons au moins capables d'exiger l'application de la loi vieille de 30 ans. Ayons assez de conscience pour refuser les heures supplémentaires. Organisons-nous pour en interdire la pratique.

(Extrait du n° 43 de la V.O. R.N.U.R.)

## A LA CAF

### LES HEURES SUPPLEMENTAIRES NE SONT PAS UNE SOLUTION

Quarante-trois heures trois quarts par semaine, cinq jours passés aux bureaux ne suffisent-ils pas à certains employés? Ont-ils trop de loisirs, trop de temps pour se distraire, se cultiver, se reposer, trop de temps libre pour vivre une vie digne d'un être humain?

On les voit venir les samedis, parfois le matin, parfois toute la journée, ajouter cinq, voire neuf heures de plus à l'horaire déjà trop long de la semaine. On les voit, car la cantine ne fonctionne pas le samedi, avaler rapidement

## Chimie capitaliste

d'un acompte (et nous savons qu'ils sont nombreux) allaient le demander ensemble et refusaient de partir avant d'avoir eu satisfaction, le patron serait bien obligé de trouver une recette... pour réorganiser sa comptabilité.

(Extrait du numéro 90 de la V.O. Genève.)

### PAS DE LICENCIEMENTS

Vendredi la Direction va licencier les trois femmes de ménage. Non parce qu'elles font mal le travail, mais parce que la Direction vient de passer un contrat avec une société de nettoyage. Pour se libérer de quelques tracas, ou faire quelques économies, elle prive de leur pain ces trois femmes.

Le problème qui va se poser à ces ouvrières nous concerne car laisser s'accroître le chômage, c'est laisser la porte ouverte à d'autres.

Il faut que nous réagissions vite.

Si la Direction est incapable d'organiser la production de façon à donner à chacun du travail, elle peut toujours laisser sa place. C'est la seule personne que nous sommes prêts à laisser li-

## ...aux licenciements

cinquante heure une semaine — sans compter les heures supplémentaires — quarante-cinq l'autre. Que nous proposent-ils maintenant ?

Certes, ils ne manquent pas une occasion pour protester verbalement ou par voie de tracts contre les « méthodes » de la direction.

Mais les protestations n'ont jamais empêché un patron de licencier.

Certes, un député communiste a déposé une protestation écrite au ministère du Travail. Mais la voix d'un seul, quand bien même il s'agit d'un député, est trop faible pour être entendue par le patron et le gouvernement. Pourquoi ne pas avoir fait fait appel à nous, pour que par notre lutte nous donnions du poids à cette

protestation qui, sans cela, reste un trompe-l'œil platonique ?

Le patron n'a peut-être plus besoin d'un certain nombre d'entre nous. Mais il ne pourrait pas faire marcher l'usine sans les autres. Là est notre force, sachons nous en servir.

Les syndicats sont des incapables, mais c'est nous qui supporterons les licenciements, c'est à nous de lutter. Laisser licencier un seul de nos camarades, c'est accepter que demain cela soit le tour d'un autre, de n'importe lequel d'entre nous.

Pour résoudre ses problèmes, le patron veut nous imposer sa solution. Sachons imposer la nôtre ; la réduction des heures de travail sans diminution de salaire.

(Extrait du numéro 52 de la V.O. Panhard.)

protestation qui, sans cela, reste un trompe-l'œil platonique ?

Le patron n'a peut-être plus besoin d'un certain nombre d'entre nous. Mais il ne pourrait pas faire marcher l'usine sans les autres. Là est notre force, sachons nous en servir.

Les syndicats sont des incapables, mais c'est nous qui supporterons les licenciements, c'est à nous de lutter. Laisser licencier un seul de nos camarades, c'est accepter que demain cela soit le tour d'un autre, de n'importe lequel d'entre nous.

Pour résoudre ses problèmes, le patron veut nous imposer sa solution. Sachons imposer la nôtre ; la réduction des heures de travail sans diminution de salaire.

(Extrait du numéro 52 de la V.O. Panhard.)

## NS NOUS !

un sandwich ou ne pas manger du tout.

Leurs salaires sont certes maigres, tout autant que ceux des autres, de ceux qui refusent de se laisser exploiter une minute de plus que le nécessaire. La paie s'en trouve certes augmentée grâce à ces heures supplémentaires plus longues, plus pénibles que les autres.

Certains employés se trouvent peut-être accablés à compléter leurs salaires par ce maigre supplément sans lequel ils seraient incapables de joindre les deux bouts. Mais ils s'en aperçoivent en général eux-mêmes — malgré l'augmentation du travail, les problèmes de l'insuffisance du salaire, bien que moins graves, restent posés.

Et ce problème individuellement nous ne saurons le résoudre quand bien même nous travaillerions jusqu'à la limite de nos forces. Dans le régime capitaliste, ce n'est jamais en travaillant qu'on arrive à conquérir un niveau de vie digne de ce nom, mais en luttant. Et c'est à l'organisation de cette lutte que nous devons consacrer une partie de notre force et de notre temps.

(Extrait du numéro 77 de la V.O. C.A.F.)

### CHEZ MICHELIN

#### SE BATTRE, OUI ! MAIS SÉRIEUSEMENT...

Le mouvement de deux heures du jeudi 18, lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans le cadre des journées nationales de revendications de la chimie, a été un échec presque complet.

Si quelques ateliers ont plus ou moins subi, l'écrasante majorité de la production n'a pas participé au mouvement. En tout, 5 à 10% au maximum des ouvriers y ont participé.

Pourtant, le mécontentement est grand, nos transports viennent d'être augmentés après les P.T.T., et les assurances, les impôts arrivent et nous joignons de plus en plus durement les deux bouts. Le black-out n'a pas arrangé les choses et la misérable augmentation de 5 centimes même agrémentée

de supplément à la coté d'amour n'a rien résolu.

Alors, pourquoi cet échec ?

Parce que la grève a été mal organisée, que la forme proposée était mauvaise, les revendications avancées mal choisies.

D'abord, le mouvement n'a pas été préparé. À l'exception de quelques rares privilégiés, nous avons appris le mardi 16 les modalités de la grève. Une bonne partie des délégués eux-mêmes n'étaient pas dans le secret. Le manque de sérieux des syndicats ne pouvait aboutir qu'à une caricature de lutte.

Ensuite, la forme proposée a depuis longtemps été rejetée par nous. Les grèves de deux heures nous coûtent sans jamais rien rapporter. Il est étonnant que les journées d'action de la chimie se produisent quinze jours après celle de la fonction publique, pourquoi pas tous ensemble ?

Car, par-delà les détails, nos problèmes essentiels sont les mêmes, une semaine de travail trop longue et des salaires trop faibles. Nous nous heurtons au même plan de stabilisation, ce n'est qu'ensemble que nous le ferons sauter.

Aussi les revendications doivent-elles être unitaires et importantes car la lutte sera sérieuse et doit valoir la peine. Nos syndicats réclament 0,30 franc, une place autour d'un tapis vert et pleurnichent pour une réponse de Michelin à leurs propositions. C'est la mauvaise voie, celle qui ne mène à rien.

— Les quarante heures immédiatement ;

— Deux cents francs par mois d'augmentation ;

— La retraite à 60 ans.

Ensemble, nous pouvons les obtenir mais pas avec deux heures de grève à Michelin. Il faut être sérieux. L'échec de la grève n'est pas la nôtre. Il ne doit pas nous démoraliser ni nous inciter à ne plus rien faire. Notre sort aujourd'hui comme hier est entre nos mains, nous qui produisons tout. Sachons enfin ne compter que sur nous !

(Extrait du numéro 126 de la V.O. Michelin.)

# Représentants ouvriers...

### A UCLAF

#### SIMPLE QUESTION

Il paraît que nous faisons partie de la chimie. Il paraît que dans la chimie, il y a eu trois journées revendicatives, pour le savoir tout au moins à UCLAF, il fallait être des familiers des pontes syndicaux.

« L'Humanité » du 18 février consacrait un petit coin de page pour dire qu'il y avait « à l'appel des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. une recrudescence d'actions revendicatives, tant dans la chimie proprement dite que dans les branches pétroles et caoutchouc ».

Dans un exposé à la presse, M. Labi, secrétaire général de la fédération F.O. des produits chimiques, s'explique longuement : « Selon l'enquête patronale, la rémunération, dit-il, a augmenté de 9,06% d'octobre 1962 à mars 1964, tandis que les statistiques officielles faisaient ressortir 11,20%. Nous n'avons pas reçu ces 2,14% et c'est pourquoi nous réclamons une augmentation des salaires réels de 0,25 franc l'heure, soit 3 francs pour le point 100 du salaire garanti. Nous voulons aussi

environ que 200 grévistes sur 800 intéressés par cet appel. On les comprend.

Il y a 3.000 travailleurs chez Rhône-Poulenc à Vitry. Tous ont besoin que leurs salaires soient augmentés.

Mais pourquoi les syndicats ont-ils fait cela, alors que nous sommes tous convaincus de la nécessité de lutter tous ensemble pour imposer aux patrons une augmentation réelle des salaires ? Pourquoi ? Nous aimerions bien avoir une réponse.

(Extrait du numéro 72 de la V.O. UCLAF.)

### A LA SNCF

#### A PROPOS DES ELECTIONS DE DELEGUES

Dans quelques jours, le 10 mars, nous allons être appelés à élire nos représentants auprès des divers « degrés » directoriaux.

Bien que la structure organique de la S.N.C.F. soit particulièrement compliquée, le fait qu'il y ait plusieurs « degrés » de représentation est une chose aberrante,

« délégués » auprès des divers organismes directoriaux.

Mais il n'y a pas que cela qui ne va pas dans la représentation du personnel chez les cheminots.

Le dépôt des candidatures lui-même nous paraît particulièrement antidémocratique.

Dans le règlement P 8 a, qui traite de la représentation du personnel, les articles concernant l'établissement des listes de candidats au premier tour (« par les organisations syndicales les plus représentatives ») et ceux qui traitent plus spécialement du dépôt des candidatures et du droit que s'octroie la S.N.C.F. de récuser « celles d'entre elles qui ne peuvent être retenues » (en y mettant des formes légales) méritent d'être entièrement refondus.

En ce qui concerne les candidatures de la plus élémentaire démocratie voudrait qu'elles soient libres de toute considération d'appartenance syndicale, comme c'est le cas éventuellement au deuxième tour.

Quant à récuser certaines candi-

# ...ou bureaucrates

le retour aux quarante heures, sans perte de rémunération, et d'autre part la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. C'est pour appuyer ces revendications qu'avec la C.G.T. et la C.F.D.T. nous avons lancé des journées revendicatives de mercredi à jeudi.»

Roussel n'a certainement pas tremblé pour son point.

Mais nous avons appris que les trois syndicats avaient appelé les « techniciens, techniciennes, ouvriers et ouvrières des laboratoires » de Rhône-Poulenc, à faire vingt-quatre heures de grève le vendredi 19 février. Ceci en grève d'avertissement pour la revalorisation de leur point. Il n'y a eu

car cette pluralité favorise la S.N.C.F. qui renvoie de degré en degré, dans un sens comme dans l'autre, un certain nombre de revendications. Bien sûr, lorsque tous les degrés y sont passés, il faut en définitive prendre une décision à l'un quelconque de ces degrés. Mais elle a toujours gagné du temps en utilisant ce stratagème.

Dans un souci de « démocratie directe », nous pensons que seuls devraient être élus des délégués à un degré unique par chantier, bureau ou groupe de petits établissements, et non pas par catégories comme c'est le cas actuellement.

Ces délégués réunis en comité élargi par cas d'espèce leurs

datures, les cheminots sont bien assez grands pour le faire eux-mêmes s'ils estiment que l'une d'elles n'est pas digne de leur confiance.

Cette révision-là permettrait peut-être des délégués du personnel véritablement élus (et non pas pratiquement imposés par les bureaucrates syndicaux) représentant directement les cheminots qui les entourent. Ce serait la mise du délégué « avocat » cette curieuse enguerrande créée par les syndicats et qui se caractérise par un bavardage continu, des plaintes, des gémissements et qui ne sait qu'agiter son arme suprême : le « tapis vert ». Ce serait aussi « discuter » avec la direction.

(Extrait du numéro 127 de la V.O. Cheminots.)

# Paix entre nous...

### CHEZ DESFOSSÉS

#### NON A LA CONCURRENCE !

M. Mermet a laissé entendre qu'il maintiendrait parallèlement les deux ateliers fiduciaires, celui de chez Chaix et celui qui existe actuellement chez Desfossez, afin de déterminer lequel des deux est le plus rentable.

La direction ne manque pas, comme à son habitude, de dresser des barrières entre nous, de nous diviser. Nos camarades commentent à arriver de chez Chaix, certains éprouveront peut-être des difficultés à s'adapter à de nouvelles conditions de travail. Il faudra les aider de notre mieux.

Nous ne devons pas tomber dans le panneau de la division que crée la direction, et dans tous services, quand nos camarades seront tous là, nous devons prendre immédiatement contact avec eux, pour la défense de nos intérêts communs face au patron.

(Extrait du numéro 108 de la V.O. Desfossez.)

#### FAIS AUX AUTRES...

Il s'est trouvé des ouvriers aux rotos dans certaines équipes pour faire à nos camarades des machines à feuilles qui y ont été nutées, en mauvais accueil, au lieu de les aider à supporter de nouvelles conditions de travail.

Il est évident que le travail aux rotos est différent. C'est une raison de plus pour aider nos camarades à se réadapter. Sans cela c'est préparer des arguments pour la Direction qui essaiera de

### se débarrasser de nos camarades.

Ce serait finalement faire son jeu. Les camarades relâchés par ailleurs subissent une perte de salaire considérable. C'est déjà assez pour eux de subir cela. Il est inadmissible que des ouvriers aient une attitude hostile envers eux. Qu'ils n'oublient jamais que ce sort sera peut-être le leur demain.

(Extrait du N° 108 de la V.O. Desfossez.)

### CHEZ PANHARD

#### LE SEUL ETRANGER : LE PATRON

Dans le courant de la semaine dernière une discussion entre deux ouvriers a dégénéré en bagarre à propos de brouillies.

Jusque là rien de bien extraordinaire. Les cadences infernales, les conditions de vie intolérables que connaissent beaucoup d'entre nous, mettent les nerfs à fleur de peau et il suffit parfois d'un peu de contrariété pour que nous craquions et que les coups de poings pleuvent. Mais l'un des ouvriers était étranger et aux insultes habituelles s'est ajouté le classique : « T'es pas chez toi, va dans ton pays ».

Pour sortir sa production le patron embauche des ouvriers de toutes races et de toutes couleurs, et il nous considère TOUS comme de la chair à produire et rien de plus. L'expérience a prouvé que lorsque nous entrons en lutte résolument contre lui, nos camarades étrangers sont à nos côtés. Four nous le seul qui « bouffe notre pain », le seul étranger, c'est le PATRON.

(Extrait du N° 52 de la V.O. Panhard.)

### A LA RNUR

#### A QUAND LE CREPAGE DE CHIGNON

De temps en temps, la Direction remanie l'organisation des bureaux : la bonne place près du radiateur ou de la porte, la bonne machine, la bonne chaise ou le bon poste sont attribués au hasard ou à la tête de la clientèle, tête qui se trouve être parfois celle d'une intérimaire. Aussi tôt parmi les fixes c'est des coups d'œil en coin, des potins, regards ou des mots malveillants : les intérimaires, et bla, qui ne sont pas là pour tout le temps et bla-bla, pourquoi, et bla-bla-bla, auraient-elles, et bla-bla-bla, ce que nous n'avons pas ? C'est tout juste si un hold-up n'est pas organisé pour rendre à sa « juste destination », une fixe bien entendu, l'objet de ses désirs.

Les intérimaires, au bureau, ont les mêmes horaires que les fixes, subissent la même discipline, et les mêmes problèmes que nous quant au travail. Renault les emploie pour avoir moins de charges sociales, pas pour leur faire une fleur. De plus, si elles font une faute, c'est deux fois qu'elles se feront enguirlander : une fois par les chefs, les mêmes que les nôtres, et nous connaissons leur amabilité, une fois par leur patron.

Alors, au lieu de se diviser à propos de brouillies, ce qui fait finalement le jeu de la Direction, adontons « un règlement » à nous, valable pour toutes, intérimaires ou fixes. Il nous permettra de consacrer nos forces à essayer d'améliorer les conditions de travail de toutes.

(Extrait du N° 190 de la V.O. R.N.U.R. Bureaux.)

# Les jeunes

A LA C.A.F.

## JEUNESSE ET AVENIR C.A.F.

Pour les jeunes qui viennent d'être acceptés à l'examen d'entrée de la C.A.F., la Caisse est tout d'abord personnifiée par un monsieur dont le travail est de les introduire dans ce paradis qui sera pour eux la rue Viala.

Ce monsieur commence en général par un petit discours moralisateur, où il fustige cette jeunesse

de ses propres ailes et pour apprécier de lui-même ce que lui réserve la Caisse :

- En guise d'occupation intéressante, le défilé monotone des dossiers, des fiches à longueur de journées, près de quarante-quatre heures durant dans la semaine;
- En guise de foyer : le paternalisme pesant, les tracasseries des chefs;
- En guise de présent : 500 F par mois ou guère plus;
- En guise d'avenir : la pers-

# et l'exploitation

actuelle qui voudrait gagner de l'argent, bien vivre en travaillant le moins possible. Ensuite, il proclame qu'il est persuadé que les jeunes qui sont devant lui ne sont pas de cette race-là, qu'ils sont sérieux, travailleurs, et méritent le privilège de pouvoir travailler à la C.A.F.

Car la C.A.F., n'est-ce pas, est une véritable famille pour ses employés, surtout pour les jeunes. Ils y trouveront tout ce qu'il leur faut : un milieu sympathique, des chefs aimables, compréhensifs, un vrai foyer, quoi !

Et puis, la Caisse, c'est l'avenir, c'est l'avancement continué, c'est la perspective d'une brillante carrière.

Et que demande la Caisse, en échange ? Rien de plus que de travailler sérieusement, être ponctuel, soigneux, respecter les chefs.

Le lendemain, le jeune volora

pective de passer toute sa jeunesse, toute sa vie peut-être à gratter du papier dans les mêmes conditions... en attendant que l'ancienneté lui permette de plafonner en fin de « carrière » à 900 ou 1.000 F au maximum.

Est-il étonnant dans ces conditions que les jeunes n'aiment pas travailler, comme dit si bien ce monsieur ?

Est-il étonnant qu'ils rêvent de vivre, mais vivre, et n'acceptent de travailler à la Caisse ou ailleurs que contraints ?

Ils ont raison d'envisager l'avenir autrement que sous la forme présentée par des messieurs bien-pensants. Et cet avenir, ils le connaîtront car ce sont eux qui le feront. Ce sera l'avenir socialiste.

(Extrait du numéro 77 de la V.O. C.A.F.)

# AU PILORI

A LA R.N.U.R.

## IL Y MET LE PAQUET

Notre nouveau chef de département a voulu, dès son arrivée, affirmer son autorité.

Il a convoqué les délégués et un certain nombre d'ouvriers choisis par la maîtrise.

Que des délégués se fassent accompagner par leurs mandants cela est on ne peut plus normal, mais que ce soit la maîtrise qui soit chargée par la direction de désigner les accompagnateurs, voilà des mœurs qui montrent à quel point on nous prend pour des petits garçons.

Après avoir réuni sa petite assemblée, notre nouveau shérif raconta une partie de sa vie et lui tint à peu près ce langage :

« Je ne suis qu'un fonctionnaire » (excusez-nous, Monsieur, mais vous n'êtes même pas cela, vous êtes un collaborateur dans une entreprise nationalisée. Nuance. Vous apprendrez peut-être un jour à vos dépens la différence. Passons.)

Je ne veux pas entendre crier « des sous Paquet » car des sous je n'en ai pas.

Car on le sait. Et ça ne nous serait pas venu à l'idée. « Des sous Pierrot » ça manque de dignité mais des sous Paquet pour qui vous prenez-vous, monsieur le prolétaire en faux-col.

Il paraît que votre intention est d'arrondir les angles. Cela vous sera difficile puisque de votre propre aveu vous n'avez pas de quoi arrondir votre paye.

Vous avez demandé à nos collègues de venir travailler avec la sœur sans se dire : « encore une journée à faire ». Alors là, vous ne manquez pas de toupet. Si vous voulez des sourires embauchés des cover-girls, il faudra les payer plus cher, et pour la production vous pourrez repasser.

Votre petite cérémonie nous fait bien rire et elle prouve que vous n'êtes qu'un fat, monsieur.

Mais ce qui est triste dans cette affaire, c'est que dans cette assemblée où étaient convoqués des délégués, il ne se soit trouvé personne pour donner la réplique. Vous avez peut-être pu croire que vous avez mis les ouvriers dans votre poche.

La Voix Ouvrière vous adresse, Monsieur, l'expression de son profond mépris.

(Extrait du N° 171 de la V.O. R.N.U.R. Bât. C.)

## AUX ASSURANCES GÉNÉRALES

### A LA 17<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE DÉFENSE DE PRINCIPES

Samedi 13 février, Frey, chef du personnel des Assurances Générales Accidents, comparait devant la 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle à la suite de la plainte déposée par Peschaud. Il était accusé, principalement, d'avoir menacé ce jeune employé de lui

A LA THOMSON

## QUI SERVEZ-VOUS ?

Non, ce n'était pas une erreur mais c'était bien de volonté délibérée que le journal « L'Humanité » a prétendu que le résultat des « huit semaines de lutte » a été l'augmentation des salaires de 7 à 9%. Dans son numéro du 16-26, il revient à cette fois-ci dessus dans un article uniquement consacré à ce sujet, avec photo à l'appui. Le titre : « Après huit semaines de débrayages et manifestations, 7 à 9% d'augmentation à la Thomson ». Dans le texte, en cherchant bien, on peut voir qu'en septembre nous obtenions 2 à 3%. Les « huit semaines de lutte » qui ne devaient commencer que plus d'un mois plus tard avaient déjà porté leurs fruits sans doute. Quant aux deux augmentations de 1% de la prime (décembre et janvier), elles ne sont peut-être pas étrangères à la lutte, mais pouvons-nous honnêtement affirmer que nous avons gagné par la lutte plus de 3% ?

Pourquoi alors ces mensonges ? Pour essayer de tromper des travailleurs d'autres usines ? Pour justifier la tactique syndicale ? Il faut vraiment le mépris souverain des bureaucrates pour estimer que les ouvriers n'ont pas suffisamment de jugement pour engager la lutte sur la simple compréhension de leurs intérêts.

Pour notre part, nous sommes convaincus que ceux qui emploient de telles méthodes le font pour des buts étrangers aux intérêts ouvriers. Ceux-ci exigent la vérité pour nous aider dans notre lutte quotidienne.

Non, une presse qui maltraite ainsi les faits n'est pas une presse ouvrière. Une presse ouvrière nous est pourtant indispensable : elle reste à créer.

(Extrait du numéro 158 de la V.O. Thomson.)

Quant à l'accusation, voici en quels termes elle s'est adressée au tribunal :

« Les faits sont mineurs, mais ici ce sont les principes que nous défendons. Car il ne s'agit pas du jeune Peschaud uniquement, mais du droit de tous les employés, de tous les ouvriers des Assurances Générales et d'ailleurs de voir leur dignité respectée... Par le jugement qu'il prononcera, le tribunal dira s'il existe un droit aussi pour les ouvriers et des tribunaux pour le faire appliquer, ou pas... »

Le chef du personnel a été relaxé par le tribunal.

La justice s'est prononcée, les travailleurs eux aussi sont jugés, c'est un droit que personne ne peut leur enlever.

(Extrait du numéro 67 de la V.O. Assurances Générales.)

# DEMOCRATIE OUVRIÈRE

## MALGRÉ LES PRESSIONS STALINIENNES

### Soutenez la Voix Ouvrière

Jeudi 11 février, nous avons pu constater la belle unité qui amena à l'heure des différentes sorties de travail, devant la porte de la tour carrée, les militants C.G.T. Hispano, gônés de quelques volontaires, échevelés, livides, prêts à mordre.

Pourquoi tant de courants d'air et de bruit ? Tout simplement parce que « La Voix Ouvrière » appelle les travailleurs à les soutenir dans son action en aidant financièrement le bulletin distribué, toutes les quinze semaines.

Qu'y avait-il de si dramatique à cela ? La C.G.T. le fait elle-même pour son propre compte pour différents motifs, plus ou moins valables.

L'hostilité de ces staliniens mal déstabilisés s'explique peut-être par le fait que les camarades de « La Voix Ouvrière » faisaient la quête dans un drapeau rouge alors que les militants C.G.T. ont cou-

tume de la faire dans un drapeau tricolore. De toutes façons, cela ne justifiait pas les pressions faites par ces derniers sur les travailleurs pour les empêcher de montrer leur soutien aux camarades de « La Voix Ouvrière ».

Que pouvons-nous, d'autre part, penser de ces militants soi-disant communistes qui savent mobiliser une trentaine de personnes pour perturber l'entraide ouvrière mais qui s'abstiennent lorsque leurs camarades de l'Union des Etudiants Communistes s'opposent aux fascistes au Quartier Latin.

Il faut que ce soient les militants « Voix Ouvrière » qui seuls proposent à l'U.E.C. une action commune pour imposer la libre diffusion de la presse de gauche.

Alors, il n'y a vraiment pas de quoi se vanter d'une telle attitude. Les travailleurs sont assez grands pour savoir eux-mêmes ce qu'ils veulent et sauront sûrement juger les méthodes employées par les « défenseurs » de la classe ouvrière.

(Extrait du numéro 21 de la V.O. Hispano-Suliza.)

NOUS ne pouvons émettre la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désiraient recevoir l'un de ces bulletins ronçés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

**AERONAUTIQUE :**  
SNECMA Kellermann. — Paris XIII.  
HISPA-SULIZA. — Bois-Colombes (Seine).

**AUTOMOBILES :**  
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.  
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).  
CITROËN. — Usines Levallois et quai de Javel.  
GENEVE. — Ivry (Seine).  
PANHARD. — Paris XIII.  
PEUGEOT. — Sochaux.  
RENAULT. — Billancourt, 7 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.

R.N.U.R. — Général.  
R.N.U.R. — Bâtiment C.  
R.N.U.R. — Bureaux.  
R.N.U.R. — Département 18.  
R.N.U.R. — Département 37.  
R.N.U.R. — Département 12.  
R.N.U.R. — U 5.  
SAVIEM. — Saint-Ouen.

**MÉTALLURGIE :**  
Aciéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond.  
J. CARNAUD. — Lyon.  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.  
Montres I.P. — Besançon.  
S.M.P.A. — Saint-Nazaire.  
NEYRPEC. — Grenoble.  
WESTINGHOUSE. —

**ELECTRICITÉ ÉLECTRONIQUE :**  
CABLES DE LYON. — Lyon.  
C.I.T. — Paris 15e.  
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).

C.S.F. — Levallois (Seine).  
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).  
**CHIMIE ET CAOUTCHOUC :**  
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).  
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).  
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).  
OLIER. — Clermont-Ferrand.  
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

**SERVICES ET DIVERS :**  
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).  
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.  
ASSURANCES GÉNÉRALES. — Siège Paris.  
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.  
CHEMINOTS. — Générale.  
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.  
Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-Jes-Moulineaux.  
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.  
HOSPICES CIVILS DE LYON.  
P. et T. — RP et Cheques Postaux, Toulouse.  
QUAIS et DOCKS. — Marseille.

# • VU DE NOTRE FENÊTRE...

## SOCIALISME SUR UN SEUL ROCHER

Rien ne va plus à Monaco, et le prince, las de céder aux quatre volontés de l'impérialisme onassien, s'est rebiffé.

Prenant la tête de son peuple révolté, il a décidé de nationaliser les moyens de production : la société des bains de mer, c'est-à-dire, entre autres, le casino... qui, comme chacun sait, est la propriété de l'armateur.

Depuis que Marx est paru en livre de poche, Rainier a pu se l'acheter, l'ennui c'est qu'il n'a rien compris.

## PERMANENCES

### ● PARIS :

V<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le samedi de 12 à 17 heures.

X<sup>e</sup> arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 heures.

XI<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Dumas », 201, boulevard Voltaire. Métro : Boulets-Montreuil, le mercredi de 17 h 30 à 20 heures.

XIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV<sup>e</sup> arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XVIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

### ● BANLIEUE :

LEVALLOIS : Café « Chez René », 20, rue Baudin. Métro : Pont de Levallois, le mercredi de 17 à 19 heures.

### ● PROVINCE :

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

GRENOBLE : Café « D'Aurans », 5, cours Berriat, les mardis 1<sup>er</sup> et 15 mars de 17 h 30 à 19 heures.

TOULOUSE : Café « Vaïade », 39, rue Valade, les jeudis 25 février et 11 mars, de 17 h à 18 h 45.

SAINT-CHAMOND : Café « Idéal-Bar », 41, rue Gambetta, les jeudis 25 février et 11 mars de 18 h à 19 h 30.

LIRE LA « V. O. »,  
C'EST BIEN, LA SOU-  
TENIR, C'EST MIEUX.

## VOIX OUVRIÈRE

29, rue de Château-Landon

Paris-X<sup>e</sup>

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrødt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRØDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson - Proudhon 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

# LA GUERRE AU VIETNAM

(Suite de la première page)

tuellement le pouvoir. Si les Etats-Unis veulent maintenir le Sud-Vietnam dans leur orbite, il faudra qu'ils y investissent de plus en plus d'hommes et de matériel, il faudra qu'ils y livrent une nouvelle guerre de Corée.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale où l'impérialisme américain a pris la place des puissances coloniales défaillantes dans le sud-est asiatique, il a tenté de « tenir » certaines frontières face à ce qu'il considère comme le bloc sino-soviétique. En 1950, il n'hésita pas à faire la guerre, au nom de l'O.N.U., pour reprendre en mains la Corée du Sud. Le maître de l'Asie, le général américain MacArthur, s'approcha du Yalu, et le monde entier de la troisième guerre mondiale. A tel point d'ailleurs que le président U.S. d'alors, Truman, dut le limoger, car les Etats-Unis n'étaient pas prêts à la guerre.

Actuellement, l'Etat-Major américain en est aux « raids de représailles » contre le Vietnam du Nord parce qu'il n'est pas capable de vaincre la guérilla au Sud-Vietnam.

Cela n'a rien à voir, chacun le sait, et ne peut rien changer à la situation au

Sud, chacun le sait aussi. Mais cela prépare l'intervention de plus en plus ouverte des troupes américaines.

Bien entendu, on nous rassure en affirmant que l'Etat - Major américain compte sur le fait que l'U.R.S.S. et la Chine laisseront massacrer les Vietnamiens pour ne pas risquer une troisième guerre mondiale.

Washington s'est réjoui des réactions de Moscou ou plutôt de son manque de réaction, face aux raids américains. Moscou a promis du matériel anti-fusée et Pékin a été le lieu de manifestations anti-américaines mais la VII<sup>e</sup> Flotte continue de croiser tranquillement dans la mer de Chine et les Vietnamiens pourront se protéger des bombes avec des déclarations de bonnes intentions.

Mais en attendant la « négociation », on ne fait qu'en parler pendant que la guerre, elle, s'accroît, que le nombre de militaires américains au Vietnam augmente sans cesse et qu'au fur et à mesure « qu'on se rapproche de la négociation » c'est le visage de la guerre de Corée qui apparaît au Sud-Vietnam.

C'est un peu comme cela, avec des coups qui nous rendent sensibles, que nous nous acheminons un jour vers la perspective d'une négociation mondiale par une guerre à l'échelle planétaire.

Souvenons-nous seulement que si les pompiers ne voient les incendies, nous, nous devons, un jour, nous décider à noyer les incendiaires.

Les références de l'impérialisme français au Vietnam

## « UN FLEUVE DE SANG »

« DEUX ANS D'INDOCHINE » 1930-1931

(brochure éditée par la Révolution Proletarienne en 1931)

« Un Anamite courageux ne peut être que révolutionnaire »  
André Malraux  
(en 1930 !)

« La mutinerie de Yen-Bay qui, en 1930, attira brusquement et de façon passagère l'attention du public français sur « sa » grande colonie d'Extrême-Orient a été présentée comme un coup de tonnerre éclatant dans un ciel serein.

Présentation éminemment tendancieuse et quelque peu enfantine.

La vérité est que, depuis qu'il a été vaincu par les conquérants, le peuple annamite ne s'est jamais soumis, et il n'a pas cessé de manifester sa volonté d'indépendance par l'agitation sourde ou l'ex-

plosion intermittente de révoltes ou de mouvements de masses.

Et, point n'est besoin, pour expliquer l'explosion de 30, comme l'agitation qui la suivit, d'aller chercher la perdition sournoise d'une puissance étrangère... »

« Cette « révolte », cette « insurrection » qui, au cours de deux années, dans un pays vaste comme la France, a coûté la vie en tout et pour tout à huit blancs, militaires professionnels ou policiers, ne mériterait certes pas le souvenir de l'Histoire, n'était la répression qui l'accompagna et qui la suivit, répression inimaginable qui rappelle par bien des côtés et les pires moments de l'Inquisition, les Dragonnades et la Semaine Sanglante... »

Arrestations... Des dizaines de milliers.

Tortures : qu'ils soient arrêtés définitivement ou, plus simplement, pour chanter, les néodétenus subissent le même régime : la torture... »

Il y a des tortures qu'on peut appeler classiques : privation de nourriture avec ration réduite à trente grammes de riz par jour, coups de rotins sur les chevilles, sur la plante des pieds, tenailles appliquées aux tempes pour faire jaillir les yeux des orbites, poteau auquel le patient est attaché par les bras et suspendu à quelques

centimètres du sol, entonnoir à pétrole, presse de bois, épingle sous les ongles, privation d'eau, particulièrement douloureuse pour les torturés qui brûlent de fièvre.

... Avec une lame de rasoir, couper la peau des jambes en longs sillons, combler la plaie avec du coton et brûler ce coton. Introduire un fil de fer en tire-bouchon dans le canal urinaire et le retirer brusquement.

... Enfin, toute la gamme des tortures par l'électricité...

150 condamnés à mort, sans compter les milliers de fusillés au cours des manifestations ou exécutés sans jugement...

Assassinats.

« Les historiens de l'avenir pourront connaître exactement le nombre de malheureux régulièrement exécutés ou condamnés en ces terribles années. Ils pourront à peu près évaluer le nombre de ceux que les feux de saive et les bombes ont couchés sur les routes. Mais ils ne connaîtront jamais le nombre des assassinés, des gens abattus sans jugement et par n'importe qui en vertu d'une circulaire confidentielle du représentant de la France en Annam, le Résident Supérieure Le Fol... »

Cette brochure se termine par la chronologie de 12 mois de massacre du 1<sup>er</sup> mai 1930 à mai 1931, date à laquelle elle est éditée.

## La C.G.T. et les travailleuses

(suite de la page 2)

Après les grèves atelier par atelier, secteur par secteur, après les journées nationales de telle ou telle branche d'industrie, allons-nous découvrir la lutte par sexe ? A quand l'action par âge ? Demain peut-être fera-t-on pétitionner et déléguationner, peut-être même débrayer des travailleurs par branches d'âge ? Un jour les moins de 20 ans, le lendemain leurs aînés entre 20 et 30 ans, et puis les plus de quarante, et puis les vieux, tout seuls pour la retraite ? Le matin le garçon et l'après-midi la fille ! Et pourquoi pas les bruns d'abord et les rouquins ensuite ?

Avec un peu d'imagination, on trouverait bien à chacun des raisons particulières d'agir.

Mais le procédé est suffisamment crasseux pour être dénoncé. Car en faisant croire que les femmes pourront obtenir, pour elles, la réduction du temps de travail, la C.G.T. risque d'abord de semer des illusions dangereuses, puis de dégoûter de toute forme d'action, celles même qu'elle essaie de gagner. Le véritable rôle du syndicat serait au contraire de montrer aux femmes qu'elles font partie de la classe production, la seule classe d'avenir dans la société, que leurs intérêts sont indissolublement liés aux intérêts de cette classe, et qu'on a besoin d'elles, de leur nombre et de leurs espoirs, de leur énergie, de leur si fameuse endurance pour mener à bien le combat final. Que dans ce combat, elles, les plus ex-

ploitées, peuvent et doivent jouer un rôle décisif, car sans l'adhésion et la participation des femmes aux tâches de la révolution, toute révolution est d'avance condamnée à l'échec.

Pour avoir le temps de vivre, pour avoir la fierté d'appartenir à une humanité digne de ce nom, pour réaliser l'égalité et la libération de tous les exploités, il faut que les femmes viennent à la vie syndicale, à la vie politique, à la lutte révolutionnaire. Pour cela comme pour tant d'autres choses, nous ne pouvons compter sur les vieux partis et syndicats sclérosés et réformistes, car la seule issue est dans la lutte révolutionnaire.

Michèle TOURNY

## • VU DE NOTRE FENÊTRE...

### PLAISIRS DE FLICS

Les millionnaires américains, en quête d'émotions fortes, peuvent participer à de grandes chasses aux fauves en Afrique ou en U.R.S.S. Mais cela coûte des millions et leurs serviteurs qui en sont privés, ont trouvé un ersatz pour participer, eux aussi, aux joies de la chasse.

Ils ont inventé un nouveau sport, beaucoup moins coûteux et dans lequel il ne faut pas rabattre le gibier à grand renfort de cris et d'instruments de musique.

Il s'agit d'un sport gratuit (si on est policier, bien sûr) et le gibier ne fait pas défaut dans le sud des Etats-Unis : c'est la chasse aux enfants noirs dont la première a eu lieu le 11 février à Selma (Alabama).

Les règles du sport sont simples, si on en croit le compte rendu fait par « France-Soir », et de plus, c'est un sport éduquant pour le gibier, puisqu'il s'agit de montrer aux enfants comment se

bien conduire devant les autorités en place.

« Le Shérif de Selma, James Clark, et des agents de police armés de matraques et de gourdins électriques pour le bêtail, ont obligé 170 écoliers noirs à courir pendant plusieurs kilomètres dans la campagne pour les punir d'avoir organisé une marche silencieuse sur le palais de justice ».

« Les enfants, que les policiers poursuivaient en voitures, étaient épuisés après avoir parcouru ou pas de course près de 4 kilomètres. Ils réussirent finalement à s'échapper dans un jardin en bordure de la route. » (« France-Soir », 12-2-1965.)

### LES MALADROITS

— A Paris, trois Nord-Africains sont ensevelis sous un échafaudage dans un chantier de construction : deux sont morts, un est traumatisé.

— Les feuilles de tôle mal empliées glissent à l'Alsthom de Belfort : un Nord-Africain meurt écrasé dessous.

— Un autre a la tête broyée par une presse dans la région parisienne (voir « Le Comtois » du 17-2-65).

Ce n'est pas pour nous étonner ; le plus souvent, les Nord-Africains font en France les travaux les plus sales, les moins rémunérés et ceux où la sécurité est la plus négligée.

Autrefois, c'étaient les paysans frais débarqués de leur Bretagne, les Auvergnats, les jeunes du haut Jura, qui se blessaient le plus dans les usines : ils émergeaient de leur campagne, et toutes ces machines dangereuses, compliquées, leur étaient inconnues. Aujourd'hui

d'hui les campagnes françaises se mécanisent un peu. L'habitant du hameau le plus isolé sait conduire un tracteur, réparer ses machines agricoles les plus simples, manier des appareils électriques et remettre les plombs quand sa femme le fait sauter en branchant son fer à repasser.

Si la misère l'oblige à quitter les champs pour l'usine, la technique moderne et ses dangers ne lui seront pas totalement étrangers : et il saura s'en défendre... pas toujours d'ailleurs.

Ce sont les Nord-Africains d'aujourd'hui qui sont les Haut-Jurassiens, Bretons, Auvergnats d'hier.

Alors qu'on ne vienne pas nous parler ici de « trait de race » ou de maladrage congénitale. Car si la machine qui doit libérer les hommes, les tue encore aujourd'hui, c'est que le contrôle de la production reste entre les mains de la classe des capitalistes : une classe depuis longtemps rétrograde et incapable d'assurer le développement des individus comme de la société.

Tu trouves la « V. O. »  
trop petite ?  
Nous aussi.  
Elle ne vivra...  
Elle ne grandira...  
que grâce à ton soutien

## VOIX OUVRIÈRE

**A**LORS que l'imperialisme ne parvient à développer ses forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermodynamique, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale socialiste en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décrié les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi, complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochant désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautaient d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# vingt ans d'histoires Renault

Avec ses quarante mille ouvriers et employés, Renault à Boulogne-Billancourt, est une véritable ville aux portes de la capitale. Quarante mille travailleurs réunis tous les matins par l'exploitation commune, cela n'est pas sans poser des problèmes aussi bien aux divers gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre, qu'aux organisations politiques.

Bien que depuis quelques années ce ne soit plus le cas, la R.N.U.R. est toujours considérée comme le fer de lance du prolétariat parisien. Et à juste titre malgré tout, car elle l'a été... et peut très bien le redevenir d'un jour à l'autre. Le gouvernement — les gouvernements devraient-on dire — ne s'y trompe pas qui l'a toujours entourée de soins en faisant bénéficier en « avant-première » les travailleurs de la Régie des maigres séductions de sa politique sociale, accords maisons, et troisième puis quatrième semaine de congés payés.

Depuis quelques années, de plus, par l'intermédiaire de la décentralisation, il essaie de diminuer le nombre de travailleurs employés dans les usines de Boulogne-Billancourt car cette présence le gêne. Quant aux Centrales syndicales, pour leur part, elles craignent les travailleurs de Renault peut-être encore plus que ne les craint le gouvernement : de peur de perdre le contrôle d'un prolétariat concentré, elles préfèrent renoncer systématiquement à l'ap-

pler à entrer en lutte autrement que par des mouvements extrêmement parcellisés.

Etant donné l'importance de Renault, de sa place dans l'histoire du mouvement ouvrier français depuis la fin de la guerre, nous entreprenons à partir de ce numéro de raconter chaque quinzaine les grands et petits événements des vingt dernières années de la vie de la grande usine.

Nous ne le ferons pas dans l'ordre chronologique, ce serait lassant et nous n'en avons peut-être pas les moyens, nous le ferons au fur et à mesure que nos camarades amis ou lecteurs, retrouveront leurs souvenirs et leurs documents. Et si nous commençons cette fois par nous pencher sur les faits qui se sont déroulés en janvier 1951, tandis que nous parlerons la quinzaine prochaine de la grève du 6 février 1952, c'est absolument fortuit.

Les faits que nous relatons ci-après ne sont pas d'une importance historique mais, à l'époque, ils eurent les honneurs de la grande presse. Et si nous publions aujourd'hui ce récit qu'en avait fait alors un témoin et acteur, c'est un peu pour montrer qu'à cette époque où le mouvement ouvrier était en plein recul — la guerre de Corée avait six mois — le P.C.F. était plus « radical » qu'il l'est aujourd'hui.

## BAGARRES SUR LA PLACE NATIONALE - voici comment se sont déroulés les événements :

Pour la première fois, le vendredi 7 décembre 1951, des éléments du R.P.F. se mirent à vendre le « Rassemblement ». S'attendant manifestement à une riposte de la part des militants du P.C.F., ils avaient organisé des petits groupes de surveillance. Les R.P.F. vendaient très peu de journaux, d'autres groupes que ceux du R.P.F. se constituèrent. Ici, les stalinistes, les des oppositionalistes (trotskystes, anarchistes et autres), ailleurs quelques réformistes. Et puis les ouvriers qui devaient aller au travail le lendemain, gardaient espoir le coup de torchon qui offrirait une partie de cinéma. Un moment, les gens du P.C.F. se rassemblèrent avec leurs dirigés, dont le secrétaire de Comité d'Entreprise, Lacaze. Mais l'heure avançait et tout le monde retourna au travail.

Le 13 décembre, le P.C.F. sortit un tract intitulé : « Pas de fascistes chez Renault » qui, s'appuyant sur des déclarations du « grand héros antifasciste Georges Dimitroff », déclarait : « C'est chez les fascistes que nous avons pu en 1934 barrer la route au fascisme ». La conférence de la Section Communiste de chez Renault, des 7 et 8 décembre a blâmé les communistes qui se trouvant vendredi dernier à la Place Nationale, ont pu tolérer la présence des vendeurs du journal fasciste « Le Rassemblement ». Et le tract concluait par un appel à un meeting antifasciste pour le vendredi 14 décembre à 12 h. 30, Place Nationale.

Le 14 décembre, le meeting du P.C. eut lieu. L'orateur répéta les termes du tract et notamment le blâme à ceux qui avaient pu tolérer la vente du « Rassemblement » sans préciser qu'il était de ceux-là. Il parlait depuis une quinzaine de minutes, lorsqu'il s'interrompit pour dire : « Voilà les flics », et il descendit brusquement de son tréteau, pendant que des « responsables » allaient gêner le micro. Les flics, effectivement, arrivaient. Le car s'arrêta assez loin de la manifestation et personne n'en descendit. Les militants du P.C. se portèrent en avant, puis s'arrêtèrent brusquement, entonnèrent une vibrante Marseillaise. Comme les flics ne reprenaient pas avec eux, l'hymne national, ils entonnèrent l'Internationale, puis, chacun retourna au travail.

Une semaine après, le 21 décembre 1951, le R.P.F. distribua un

tract s'élevant contre « l'interdiction par les cocos, du journal du Libérateur de la patrie ». Les membres du P.C.F. ne bougèrent pas. Il est vrai, qu'ils avaient un meeting avenue Emile-Zola en faveur d'Henri Martin. Des militants P.C.I. diffusant un tract attaquant les fascistes du R.P.F. (Vérité Renault n° 35, du 19 décembre 1951). Au milieu de la place, quelques stalinistes avaient organisé une loterie où il y avait une poule à gagner. Des bénéfices devaient aller au soutien de la presse démocratique. Le lendemain 22, encouragés par leur « succès » de la veille, les R.P.F. commencèrent à vendre « Le Rassemblement ». Des militants du P.C.F. s'opposèrent, quelques coups de poing furent échangés. Puis, brusquement, un car de flics apparut. En plus du chauffeur il y avait deux policiers qui descendirent en hâte et voulurent intervenir. Une courte bagarre s'ensuivit. Les flics jouèrent de la pelerie, des poings et des pieds. Mais, débordés, ils reculèrent et grimpèrent en vitesse dans leur car. Aussitôt les pierres se mirent à pleuvoir et le car reparti sans ses carreaux. Durant toute la semaine un car de police stationna matin, midi et soir aux abords de la Place Nationale. Le 28 décembre, les militants du P.C.F. tiennent la Place en prévision d'une vente de « Rassemblement ». Ils vendent leurs journaux et l'U.J.R.F. (1) diffuse un tract : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». Aucun incident.

Le lendemain 29, dès 12 h. 25, les flics forment le peloton dans un coin de la Place Nationale. A 12 h. 30, les vendeurs du « Rassemblement » sortent leurs journaux. Les militants du P.C. s'interrogent : « Alors, qu'est-ce qu'on fait ? ». D'autres répondent : « Tu n'as pas vu, ils sont protégés ». Quelques-uns d'entre eux engueulent les R.P.F. Pendant quelques minutes on n'entend plus les R.P.F. Par contre, les gens du P.C. s'agitent et vendent « L'Ami de la Patrie ». Puis, les R.P.F. reparaissent. Accrochage. Les journaux sont déchirés, des coups de poing échangés. Quelqu'un monte sur le kiosque à journaux pour haranguer les ouvriers (l'Humanité dira que c'est un ouvrier, en réalité c'est l'orateur du meeting du 14 décembre). Sa voix est couverte par le brouhaha. Les accrochages reprennent, avec engueulades et quelques coups de

poing. A ce moment, la police intervient. Elle se déploie en cordon et fait circuler en reposant tout le monde vers la place de l'usine. En bougeant, mais sans aucune résistance, chacun circule. Il faut noter, qu'à la vue des flics beaucoup d'ouvriers curieux de voir ce qui se passait, mais peu emballés pour recevoir un coup de matraque, regardaient de loin et se tenaient prêts à intervenir dans la moindre alerte. Les flics sont arrivés aux abords de la porte. Un ouvrier rouspète et engueule un peu les flics. Puis, une femme gesticule et soudain gifle l'un d'entre eux. Celui-ci riposte d'un coup de poing. Plusieurs ouvriers se sautent dessus, les autres décrochent alors les matraques et chargent les ouvriers qui rentrent dans l'usine. Les flics s'arrêtent à la porte A peine une demi-minute s'est écoulée que les ouvriers contre-attaquent avec des pierres et font sauter les flics qui se sautent. Un groupe sort avec une échelle et s'en servant comme d'un bélier, fonce dans le tas. Les flics reculent jusqu'à leur voiture et de nouveau passent à l'attaque. Reflux des ouvriers qui contre-attaquent à nouveau. Les flics sont débordés, des brigues, des pavés, des bouteilles s'écrasent sur les casques. Armés de barres de fer, les ouvriers cognent sur les cars de police que les flics ont laissés. D'autres renversent deux motos et y mettent le feu. Mais, les flics se sont regroupés et du renfort arrive. Plusieurs fois on assistera encore au mouvement de flux et de reflux.

Puis, l'heure de la reprise du travail sonne, chacun regagne sa machine et le calme revient.

Le lendemain « l'Humanité Dimanche » écrit : « Les travailleurs de chez Renault de toutes opinions, ont compris ce que notre cher Maurice Thorez disait le 16 janvier 1950 à Ivry : Voilà à quoi sert la police, non pas à nous débarrasser de la vermine fasciste, mais à la protéger contre nous ».

Il est fort peu probable que les travailleurs se soient souvenus des paroles de Maurice Thorez, mais ceux qui y ont pensé ne se sont pas rappelés ses paroles de 1950, mais celle de 1945 où il préconisait : « Une seule police ». Témoin cette réflexion ironique faite par plusieurs ouvriers sur la Place Nationale : « Alors, on ne crie plus la police avec nous ? ».

Le mercredi, lorsque les ou-

vrriers revinrent à l'usine, ils commentèrent l'événement, mais sans chaleur. L'incident était assez partagé quant aux responsabilités de la bagarre. Les stalinistes voyaient surtout le côté de la provocation policière, les anti-stalinistes voyaient surtout l'anti-démocratie des stalinistes, qui venaient leurs journaux et ne voulaient pas que les autres en fassent autant, mais tous étaient d'accord pour penser que ça ne s'arrêterait pas là et qu'en fin de semaine il y aurait probablement de la châtaine. Le jeudi, les militants du P.C.F. étaient mobilisés Place Nationale : pas de R.P.F., pas de police.

Le lendemain, vendredi 4 janvier, le P.C. diffusait un tract indiquant qu'il se préparait une vaste provocation policière pour midi. Vers 10 ou 11 heures, ceux des travailleurs qui circulaient à l'extérieur de l'usine pour leur travail, rapportaient que les abords de l'usine étaient noirs de flics et de G.R.S. avec brigade des gaz, ambulance. L'avis de tout le monde fut que cela allait chauffer. Les stalinistes diffusèrent un tract dans lequel ils invitaient les travailleurs à ne pas sortir de l'usine. La Direction avait fait verrouiller les portes de la Place Nationale en position fermée.

Dès midi et demi, de nombreux travailleurs se rendirent sur la Place Nationale. Aucun vendeur du « Rassemblement ». Les stalinistes de l'intérieur de l'usine. Des ouvriers, probablement du P.C.F., s'acharnaient à ouvrir les quatre portes, qui cédèrent l'une après l'autre après plus d'un quart d'heure d'efforts. La police restait sur le pied de guerre de l'autre côté de la place. Lorsque la dernière porte céda, la foule scandait : « le fascisme ne passera pas ». Un meeting fut improvisé. Un orateur parla ; puis, Lacaze, indique qu'un délégué de la 4<sup>e</sup> CV récemment licencié, à la suite de la manifestation contre Adenauer avait été arrêté chez lui le matin, de même que Beauviel qui le remplaçait comme secrétaire du Comité d'Entreprise. Au nom de la C.G.T., il félicita les travailleurs de leur énergique riposte à la provocation. Puis, tout le monde reprit son travail sans qu'il y ait eu d'incident.

15-152.

(1) Union des Jeunesses Républicaines de France. Les J.C. de l'époque.

## La solitude d'un coureur de fond

Ce film au titre insolite, c'est l'histoire d'un jeune garçon, Colin Smith, dans une petite ville de province, pas très loin de Londres qui, faute d'argent, est à peu près inaccessible.

Ce n'est pas la misère noire, loin de là. Avec l'argent de l'assurance versée à la mort de son mari, la mère achète même une télévision : nous sommes au XX<sup>e</sup> siècle. Mais que faire ? L'horizon est bouché.

Travailler dans l'usine où le père a travaillé toute sa vie ? « Il faut attendre d'être mort pour qu'on vous donne l'argent gagné durant votre vie » dit la mère. Rester à la maison pour se disputer avec le « beau-père » ?

Alors, Colin Smith et son copain volent pour un jour des voitures, promènent des filles, chaperdent. La grande évasion, c'est la journée qu'ils vont passer avec leurs petites amies au bord de la mer. Et pour recommencer ils cambriolent une boulangerie. Colin se fait prendre, c'est la maison de rééducation.

Là aussi, il y a deux camps : ceux qui acceptent la société, et les autres. Les détenus-surveillants qui essaient de s'en sortir individuellement en restant dans les bonnes grâces du direc-

teur, celui-ci, entouré de son équipe de surveillants et d'éducateurs, essaient de briser les jeunes et de leur faire accepter par le sport et le travail la discipline de cette société qu'ils refusent parce qu'elle ne leur apporte aucun espoir. Mais si, de nos jours, les directeurs de maisons de rééducation ont une couverture humanitaire, coups, chaînes, cachot existent toujours pour les rebelles.

Parce que Colin court bien, le directeur, qui veut faire gagner une course à son établissement, le remarque et lui fait entendre que, s'il gagne, il le tirera de cette vie sans issue. A lui, alors, la liberté et l'argent. Et on le laisse, merveilleuse évasion, courir seul, pour s'entraîner, dans les bois. Mais ses copains commencent à se séparer de lui : il est le « chou-chou », celui qui s'en tirera, seul.

Mais Colin, têtue, encaisse sans rien dire. Car il sait qu'il ne tombera pas dans le piège des autorités et il prépare sa vengeance.

Le jour de la course, quelques secondes avant la fin, alors qu'il gagne il s'arrête : il n'est pas du côté du directeur, il n'a rien à faire de gagner contre l'équipe adverse, ces enfants d'un autre monde, plus grands, mieux

soignés, plus « enfants », dont les parents payent pour qu'on les punisse à coups de canne sur le derrière.

Et Colin, sans privilèges, reprend son travail, en butte aux tracasseries du surveillant, au milieu des autres jeunes, tandis que, symboliquement, on réentend deux vers d'un hymne qu'un pasteur avait fait chanter au cours d'une soirée récréative :

« Tant que Jérusalem ne sera pas [construite] Au milieu des vertes collines de l'An- [gleterre]. »

Un beau film, même si les critiques professionnels y trouvent des défauts, un film sans violence mais sans pardon pour cette société qui n'a pas laissé de solution à ces jeunes enfermés et qui nous fait nous sentir solidaires et de ceux qu'il déçoit, qu'ils soient en Angleterre ou ailleurs, et de ceux qui l'ont fait.

A. TALY

Ce film est tiré d'une nouvelle d'Allan Silfio, extraite du recueil « La Solitude d'un coureur de fond », paru aux Editions du Seuil.

## au cinéma